



GOUVERNEMENT

Liberté  
Égalité  
Fraternité



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

## MARCHE PUBLIC

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ACHETEUR

FranceAgriMer

Adresse du siège : 12 rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

Objet du marché :

**Prestations de Tierce Recette Applicative en centre de services (TRA)**

**Procédure de passation : Appel d'offre ouvert**

Date et heure limites de remise des candidatures/offres : **11 août 2025 avant 12h00**

## SOMMAIRE

<b>1. PRESENTATION DU DOCUMENT.....</b>	<b>5</b>
<b>2. PERIMETRE DU MARCHE.....</b>	<b>6</b>
2.1. OBJET .....	6
2.2. DUREE.....	6
2.3. LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION .....	6
<b>3. CONTEXTE ET ORGANISATION .....</b>	<b>7</b>
3.1. PRESENTATION DE FRANCEAGRIMER.....	7
3.2. LE SYSTEME D'INFORMATION DE FRANCEAGRIMER .....	8
3.3. LE SERVICE DES SYSTEMES D'INFORMATION .....	9
3.4. OBJECTIFS ET ENJEUX DE L'ACCORD-CADRE .....	9
3.5. METHODOLOGIE POUR MENER LES PROJETS INFORMATIQUES .....	10
<b>4. PRESTATIONS EXISTANTES.....</b>	<b>12</b>
4.1. DESCRIPTION DE L'ORGANISATION ACTUELLE .....	12
4.2. PRINCIPAUX OUTILS UTILISES POUR LES ACTIVITES DE TESTS .....	13
<i>SQUASH TM</i> .....	13
<i>JIRA</i> .....	13
<i>KATALON STUDIO et CYPRESS</i> .....	14
<i>WORD et EXCEL</i> .....	14
<i>CONFLUENCE</i> .....	14
<i>Autres outils</i> .....	14
4.3. NIVEAU INDICATIF DES COMMANDES SUR LES TROIS DERNIERES ANNEES.....	14
<b>5. GOUVERNANCE FRANCEAGRIMER ET INSTANCE DU MARCHE.....</b>	<b>15</b>
5.1. LA GOUVERNANCE FRANCEAGRIMER .....	15
5.2. ORGANISATION DU TITULAIRE .....	15
5.3. LES DIFFERENTES INSTANCES DU MARCHE DE TRA.....	16
<i>Suivi contractuel et pilotage général</i> .....	16
<i>Comité de suivi</i> .....	16
<i>Comité de projet</i> .....	16
<b>6. PRESTATIONS ATTENDUES .....</b>	<b>17</b>
6.1. ORGANISATION DU TITULAIRE POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE TRA.....	17
6.2. RECENSEMENT DES ACTIVITES ACTUELLES DE TRA.....	17
6.3. GENERALITES SUR LES UNITES D'ŒUVRE .....	18
<i>Préambule</i> .....	18
<i>Dimensionnement du CDS et modalités de commande des prestations</i> .....	18
<i>Généralités sur les Unités d'œuvre (UO) de Tierce Recette Applicative (TRA)</i> .....	19
<i>Niveaux de complexité des UO</i> .....	19
<i>Durée des réunions et des ateliers évoqués dans les UO</i> .....	19

6.4.	LES UNITES D'ŒUVRE .....	20
	<i>Prise de connaissance du contexte et de l'existant d'un projet ou d'une application</i> .....	20
	<i>INITTRA : Prestation d'initialisation du marché</i> .....	20
	<i>PILOTTRA : Prestation de Pilotage et de suivi</i> .....	22
	<i>PRISEDECO : Prise de connaissance du contexte et de l'existant d'un projet ou d'une application</i> .....	25
	<i>TRANSFDECO : Transfert de connaissance (sortie du périmètre de TRA)</i> .....	26
	<i>PREPARECET : Préparation de la recette</i> .....	28
	<i>REALCAMP : Réalisation d'une campagne de tests et reporting</i> .....	30
	<i>AUTOPREPA : Automatisation des tests – Préparation</i> .....	33
	<i>AUTOEXC : Automatisation des tests - Exécution et reporting</i> .....	34
	<i>CONSEILTRA : Conseil ponctuel dans le domaine des tests : démarche, outillage et expertise</i> .....	36
6.5.	MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS .....	38
	<i>Lancement d'une nouvelle prestation</i> .....	38
	<i>Déroulement d'un bon de commande</i> .....	39
	<i>Constat d'exécution d'un bon de commande</i> .....	39
<b>7.</b>	<b>LES NIVEAUX DE SERVICES ET INDICATEURS ASSOCIES.....</b>	<b>40</b>
7.1.	PREAMBULE .....	40
7.2.	INDICATEURS DE SUIVI DU MARCHE.....	40
7.3.	INDICATEURS DE SUIVI OPERATIONNEL .....	40
7.4.	SATISFACTION CLIENT .....	41
<b>8.</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>42</b>
8.1.	GENERALITES.....	42
8.2.	ELEMENTS CALENDAIRES .....	42
8.3.	CADRE TECHNIQUE .....	42
8.4.	UTILISATION DES TECHNOLOGIES IA .....	43
8.5.	ORGANISATION DU CENTRE DE SERVICE .....	43
	<i>Moyens et organisation des prestations réalisées en centre de services</i> .....	43
	<i>Acréditation et contrôles du centre de services en terme de sécurité informatique</i> .....	44
	<i>Conditions de connectivité du centre de service au SI FranceAgriMer</i> .....	44
8.6.	PARTICIPATION AUX REUNIONS : OBLIGATIONS ET MODALITES D'UTILISATION DES MOYENS DE COMMUNICATION .....	44
8.7.	ORGANISATION DES PRESTATIONS PONCTUELLEMENT REALISEES A FRANCEAGRI MER 45	
8.8.	GESTION DES RESSOURCES .....	46
	<i>Généralités</i> .....	46
	<i>Rôle et profil type d'intervenants</i> .....	46
	<i>Socle minimum de compétences</i> .....	49
	<i>Adaptation des ressources aux demandes de FranceAgriMer</i> .....	50
	<i>Changements d'intervenants</i> .....	50
8.9.	CHANGEMENTS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	51
<b>9.</b>	<b>SECURITE.....</b>	<b>51</b>

9.1.	CADRE NORMATIF ET EXIGENCES DE SECURITE .....	51
9.2.	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	53
9.3.	COMMUNICATION DES INCIDENTS DE SECURITE.....	53
9.4.	CONTROLES DES AUTORITES DE TUTELLE & AUDITS.....	53
	<i>Contrôles susceptibles d'être effectués par les autorités de tutelle .....</i>	<i>53</i>
	<i>Audits.....</i>	<i>53</i>
<b>ANNEXES.....</b>		<b>55</b>

## 1. PRESENTATION DU DOCUMENT

Ce document constitue le **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES** de l'accord-cadre pour la réalisation de prestations de Tierce Recette Applicative en centre de services dans le cadre de l'évolution du système d'information de FranceAgriMer.

Il décrit les caractéristiques et modalités techniques des prestations prévues au titre de l'accord-cadre. Il est organisé selon les articles suivants :

- Le périmètre du marché (article 2) ;
- Le contexte et l'organisation (article 3) ;
- Les prestations existantes (article 4) ;
- La gouvernance et instance du marché (article 5);
- Les prestations attendues (article 6) ;
- Les niveaux de service attendus et indicateurs associés (article 7) ;
- Les conditions d'exécution du marché (article 8) ;
- La sécurité (article 9).

## 2. PERIMETRE DU MARCHÉ

### 2.1. Objet

---

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de Tierce Recette Applicative (TRA) appliquées sur les travaux de développement et de maintenance informatique assurés par FranceAgriMer et ses prestataires sur les systèmes d'information dont l'Etablissement assure la gestion.

Les prestations de TRA sont réalisées depuis un centre de services du titulaire.

### 2.2. Durée

---

L'accord-cadre est conclu pour une période de 24 mois ferme à compter de sa date de notification au titulaire.

A l'issue de celle-ci, il peut être reconduit pour une nouvelle période de 24 mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La décision de reconduction est tacite, sauf dénonciation du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire deux mois avant l'échéance de la première période de 24 mois.

Aucun bon de commande ne peut être émis au-delà de la fin du marché. Toutefois, l'exécution des bons de commande peut se poursuivre jusqu'à 6 mois au-delà de la fin de l'accord-cadre.

### 2.3. Lieu d'exécution de la prestation

---

Les prestations ont lieu dans le centre de services désigné du titulaire.

Le centre de services est situé dans l'Union Européenne, et respecte obligatoirement les exigences d'organisation précisées à l'article [8.5](#).

De manière exceptionnelle, à la demande de FranceAgriMer, des prestations ainsi que des réunions de travail pourront se tenir dans les locaux de FranceAgriMer au siège à Montreuil (93), 12 rue Henri Rol-Tanguy. A ce titre, les intervenants du titulaire doivent pouvoir se rendre de manière planifiée dans les locaux du siège de FranceAgriMer.

De même, exceptionnellement, des réunions de pilotage pourront également se tenir dans les locaux de FranceAgriMer au siège à Montreuil (93), 12 rue Henri Rol-Tanguy. A ce titre le responsable contractuel et/ou le responsable opérationnel du centre de service de TRA (Tierce Recette Applicative) du titulaire doivent pouvoir se rendre dans les locaux du siège de FranceAgriMer dans un délai inférieur à 48 heures pour les réunions tenues en présentiel.

### 3. CONTEXTE ET ORGANISATION

#### 3.1. Présentation de FranceAgriMer

---

L'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer, est un Etablissement public administratif placé sous tutelle de l'État, créé par l'ordonnance n°2009-325 du 25 mars 2009.

Les missions de FranceAgriMer se déclinent autour de trois grands axes :

- Etre le lieu de concertation entre les filières et les pouvoirs publics : organiser le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques au sein des onze Conseils spécialisés de filière, favoriser l'organisation des filières
- Apporter la connaissance des marchés, des entreprises et des filières : assurer un suivi des marchés et proposer une expertise économique qui permet aux opérateurs des filières agricoles et de la mer d'élaborer des stratégies de développement
- Etre un outil d'accompagnement des filières, structurel et conjoncturel : mettre en œuvre des dispositifs nationaux et communautaires de soutien, techniques et financiers, dans les secteurs agricole, agroalimentaire et de la pêche.

Au siège situé à Montreuil (93), FranceAgriMer est organisé en directions, services et unités (cf. Plaquette 2025 FranceAgriMer fourni en annexe 1 au présent document). En régions, les services de FranceAgriMer sont regroupés au sein des Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF). L'établissement possède également un établissement secondaire à Libourne et des antennes à Volx et La Rochelle.

Fin 2024, l'établissement compte 1001 agents, 575 agents au siège situé à Montreuil (93), 87 agents dans trois délégations nationales (Libourne-33, La Rochelle-17 et Volx-04), et 339 agents au sein des Directions régionales de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).

Il est possible de disposer d'informations circonstanciées sur les missions, l'activité et l'organisation de FranceAgriMer en consultant le rapport d'activité de l'Etablissement :

[https://www.franceagrimer.fr/fam/content/download/75378/document/20241126\\_RAPPOR%20ANNUEL%202023.pdf?version=1](https://www.franceagrimer.fr/fam/content/download/75378/document/20241126_RAPPOR%20ANNUEL%202023.pdf?version=1)

Le site <http://www.franceagrimer.fr/> fournit en outre des informations institutionnelles sur l'Etablissement.

### 3.2. Le Système d'Information de FranceAgriMer

---

Le système d'information est présenté en annexe 2 au présent document sous forme d'une cartographie dite « plan d'occupation des sols applicatifs » (POSA).

Le POSA présente la couverture applicative au regard des activités de FranceAgriMer figurées en zones, quartiers et blocs.

Le cœur de métier opérationnel de FranceAgriMer est représenté par les 4 zones suivantes :

- La zone « Gestion des interventions » qui est subdivisée en 3 quartiers :
  - La gestion des interventions dite « avec paiement » (gestion des aides communautaires, des aides d'interventions nationales dont les aides de crise et des aides cofinancées)
  - La gestion des interventions dite « sans paiement » (gestion des quotas et des contingents, certifications, ...),
  - La gestion des contrôles sur place et des suites de contrôles.
- La zone « Gestion de l'information socio-économique et l'aide à la décision » qui représente l'expertise et l'analyse socio-économique : dispositifs de collecte d'informations (y compris la collecte de données de cotations), dispositifs de stockage d'informations ainsi que des dispositifs de diffusion et de publication (notamment par le biais d'observatoires).
- La zone « Missions pour le compte de... » qui représente les dispositifs délégués à FranceAgriMer par sa tutelle.
- La zone « Appui aux exportateurs et importateurs » qui représente les dispositifs pour la mise à disposition, des importateurs et exportateurs, des informations réglementaires et des conditions sanitaires en vigueur pour les échanges commerciaux au sein des états membres et vers les pays tiers.

Les applications sont symbolisées par des rectangles de couleur et un code application. Le code couleur représente la technologie sous-jacente à l'application (JAVA, Dot Net, Powerbuilder,...).

Les applications qui offrent des téléservices (applications exposés aux usagers finaux) sont estampillées par l'étiquette « Téléservices ». Celles qui proposent un accès réservé aux professionnels sont estampillées avec l'étiquette « Extranet » enfin, celles qui ont développé des échanges avec des applications externes sont estampillées « Interface » (EDI, Webservice, transmission de fichier).

Les infocentres associés aux applications sont symbolisés par une pastille jaune.

Il convient de souligner que la complexité du SI de FranceAgriMer est de nature fonctionnelle eu égard au grand nombre de mesures d'aides à gérer et à la diversité des



règlements communautaires et nationaux en jeu. A cette complexité se rajoute une seconde, de nature technologique, eu égard à la diversité des environnements de développement encore en place bien que des projets d'unification et de transformation ont été réalisés et que l'établissement ait fait le choix en 2011 de JAVA pour la réalisation de ses nouveaux projets.

### **3.3. Le Service des Systèmes d'Information**

---

Le service des systèmes d'information (Service SI), rattaché au Secrétariat général, est chargé de l'ensemble des travaux de maîtrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques.

Il est composé de l'unité Infrastructure et Production et de trois unités études et développements : Unité Système d'information gestion des aides, Unité Systèmes d'information Information Economique et services transverses et Unité Systèmes d'information Appui aux filières et à la transformation.

Le service comprend également 2 missions rattachées au chef de service : la mission Architecture et innovation et la mission Appui à la gouvernance du système d'information.

Le service SI assure le pilotage de ce marché.

### **3.4. Objectifs et enjeux de l'accord-cadre**

---

Le Service des Systèmes d'Information de FranceAgriMer souhaite renouveler son marché de Tierce Recette Applicative qui arrive à échéance fin juillet 2025.

A cette occasion, FranceAgriMer souhaite renforcer ses capacités de réalisation de prestations de recette informatique, et réviser les modalités de réalisation afin d'en améliorer l'efficacité.

Les travaux de développement et maintenance des SI FranceAgriMer, qui sont en effet menés à un rythme soutenu, mettent régulièrement en tension les disponibilités limitées que les équipes de maîtrise d'ouvrage peuvent consacrer aux travaux de validation des logiciels.

Les applications constituant le SI de FranceAgriMer sont de plus caractérisées par l'existence de nombreuses règles de gestion reposant sur des cadres réglementaires complexes et évolutifs.

Enfin, les chaînes de traitement informatique mises en œuvre par FranceAgriMer pour la gestion des dispositifs d'intervention agricoles mobilisent plusieurs modules applicatifs,

rendant nécessaires une forte coordination des travaux et des équipes informatiques assurant leur gestion.

Compte tenu de ces constats, FranceAgriMer a décidé de s'appuyer sur un véritable centre de services de prestations de TRA en mesure :

- de mieux répondre aux besoins croissants de prestations de recette informatique et aux exigences associées ;
- d'assurer un rôle d'expertise sur l'organisation et la réalisation des travaux de recette informatique.

En termes de prise en charge de prestations de TRA, les enjeux de l'accord-cadre portent plus particulièrement sur la capacité du titulaire à :

- former et maintenir auprès de ses collaborateurs des compétences fonctionnelles sur les périmètres applicatifs confiés par FranceAgriMer ;
- constituer une équipe mutualisée en capacité d'intervenir de manière simultanée sur plusieurs périmètres ;
- être en capacité de s'adapter de manière réactive à des calendriers de travaux changeants et des variations de volume de prestations ;
- prendre en charge des travaux de recette sur les différents composants du système d'information de FranceAgriMer : téléservices, applications mobiles, infocentres, API.

Au-delà de la capacité de réalisation, les enjeux de l'accord-cadre portent également sur la capacité du titulaire à assurer auprès de FranceAgriMer un rôle d'expertise sur les modalités de réalisation afin d'engager une démarche d'industrialisation des travaux de recette, notamment par :

- des préconisations d'améliorations organisationnelles et/ou méthodologiques sur les opérations et travaux de recette,
- l'évaluation et éventuellement la mise en œuvre d'outils d'automatisation de la recette ou des préconisations d'améliorations des usages sur les outils en place.

Le titulaire devra enfin contribuer à la démarche d'amélioration continue appliquée à l'ensemble des travaux informatiques de FranceAgriMer par :

- l'élaboration de stratégies de tests pertinentes ;
- l'exécution des tests de haute qualité avant mise en production ;
- la qualité des livrables ;
- le respect des engagements de délai.

### **3.5. Méthodologie pour mener les projets informatiques**

---

Les développements informatiques de FranceAgriMer sont historiquement réalisés en méthodologie « Cycle en V ». Si la méthodologie « Cycle en V » reste majoritaire, la méthodologie agile est progressivement adoptée par FranceAgriMer : 4 projets sont ainsi développés sous cadre agile Scrum en 2025.

FranceAgriMer entend conserver cette démarche hybride lui permettant de mettre en œuvre ces deux méthodologies « Cycle en V » et « agile ». Les prestations de TRA réalisées dans ce marché devront donc pouvoir être appliquées sur l'ensemble des projets de FranceAgriMer quel que soit le cadre méthodologique utilisé.

## 4. PRESTATIONS EXISTANTES

### 4.1. Description de l'organisation actuelle

---

Les modalités actuelles de mise en œuvre de prestations de travaux de TRA sont décrites dans ce paragraphe.

Les principales étapes de réalisation des opérations de recette sont :

- échange avec le SI pour délimiter les contours de la prestation envisagée sur un projet ;
- proposition par le titulaire d'une organisation pour la réalisation des travaux notamment dimensionnement des ressources et type de profil, localisation de l'équipe, durée.

Après accord de FranceAgriMer sur la proposition, formalisé par la commande de la prestation :

- élaboration de la stratégie de recette à partir de l'analyse du fond documentaire de l'application et d'échanges avec les acteurs clés du projet ;
- production du plan de test. Ce document a pour but de préparer la feuille de route des tests : contexte et périmètre de la mission, type de tests, risques, matrice de criticité, exigences, prérequis, ressources, planification, ... ;
- saisis dans le référentiel de tests de FranceAgriMer (squash TM) pour y renseigner très précisément : les espaces exigences, cas de tests et campagnes de tests ;
- automatisation de tests (selon projet) ;
- préparation des jeux de données ad hoc ;
- exécution des tests sur l'environnement de recette dans le cadre de la phase de Vérification d'Aptitude (VA) et enregistrements des résultats de tests dans l'outil squash TM ;
- échanges réguliers avec les acteurs clés du projet : qualification des anomalies détectées, demandes de précisions, point d'étape, ...
- rédaction de comptes rendus des échanges, élaboration des bilans d'itérations et de fin d'itération en s'appuyant sur les informations extraites de l'espace pilotage de l'outil squash TM. In fine, engagement du titulaire sur le résultat des travaux en préconisant la mise en production (Go ou No Go).

Ce mode opératoire, appliqué plus particulièrement pour les projets menés en cycle en V, est adapté dans le cas spécifique des projets agile aux modalités de réalisation agile et fréquence des sprints de livraison.

Les composants logiciels ou progiciels sont déployés en environnement de production dès lors qu'il ne subsiste plus d'anomalie bloquante. Si des anomalies majeures subsistent, il appartient à la maîtrise d'ouvrage de décider de la pertinence de la mise en production. La mise en production marque le début de la phase de Vérification de Service Régulier (VSR) de l'outil informatique développé.

## 4.2. Principaux outils utilisés pour les activités de tests

---

### SQUASH TM

FranceAgriMer met à la disposition des prestataires l'outil SQUASH pour l'enregistrement des exigences et des scénarios de tests et le suivi des campagnes de tests.

Pour ce qui concerne les applications qui disposent déjà d'un patrimoine de test SQUASH, les prestataires sont tenus de formaliser et de livrer les exigences, les scénarios et les campagnes de test en utilisant l'outil SQUASH mis à leur disposition.

Pour les applications ne disposant pas d'exigence et de scénario de test SQUASH, l'intérêt de l'utilisation de SQUASH est apprécié en concertation avec les chefs de projet du SI FranceAgriMer en fonction de la sensibilité et du volume des évolutions apportées aux applications. Dans le cas où FranceAgriMer prend la décision de ne pas utiliser SQUASH pour ces applications, le titulaire livre un cahier de tests et le résultat des tests sur les supports standards habituellement pratiqués auprès de ses clients par le titulaire. Le modèle de ces supports standards fait l'objet d'une validation au sein du PAQ (Plan d'assurance Qualité).

### JIRA

FranceAgriMer administre et met à disposition de l'ensemble des acteurs l'outil JIRA. Cet outil est obligatoirement utilisé par tous les acteurs clés des projets et permet le suivi de l'activité de maintenance du parc applicatif en distinguant les demandes de corrections d'anomalies, les demandes de travaux (actions sur les données) et les demandes d'évolution.

Il permet notamment aux maîtrises d'ouvrage et à leur AMOA ainsi qu'au prestataire de TRA, de rapporter les anomalies constatées sur une application, en recette ou en production. Lorsqu'une anomalie ou un incident est détecté sur les recettes confiées au prestataire de TRA, celui-ci doit créer un ticket au travers de cet outil avec les informations suivantes :

- la sévérité de l'anomalie : bloquante, majeure ou mineure,
- les conditions d'apparition de l'anomalie ou de l'incident décrites de la manière la plus précise possible,
- les messages d'erreur ou traces d'erreur ainsi que les copies d'écran,
- la reproductibilité.

Le ticket est assigné par le chef de projet du service SI au prestataire MOE (Maîtrise d'œuvre). Le prestataire MOE qualifie la fiche d'anomalie ou d'incident et la complète après avoir effectué les actions suivantes :

- vérification de l'anomalie ou de l'incident : complétude, compréhension, ...
- analyse approfondie afin de détecter l'origine de l'anomalie ou de l'incident,

- recherche d'impact sur les modules et les règles de gestion concernées. Si l'anomalie ou l'incident est confirmé,
- évaluation des tâches nécessaires pour la correction et planification des travaux pour sa prise en compte,
- correction de l'anomalie,
- réalisation des tests,
- livraison d'un correctif (en environnement de recette),
- clôture de la fiche, après vérification de l'efficacité du correctif par le prestataire de TRA.

## KATALON STUDIO et CYPRESS

Les outils KATALON STUDIO et CYPRESS peuvent être utilisés si un besoin d'automatisation de tests sur un projet est acté. Selon le contexte du projet, l'utilisation d'autres outils d'automatisation de tests sera appréciée en concertation avec les responsables du SI FranceAgriMer.

## WORD et EXCEL

Dans le cas où la décision serait prise pour des applications de ne pas utiliser SQUASH, les prestataires livreront un cahier de test et le résultat des tests sur les supports standards habituellement pratiqués auprès de ses clients par le titulaire.

## CONFLUENCE

L'outil de collaboration d'équipe et de partage de connaissance CONFLUENCE peut être utilisé pour créer, partager et gérer la documentation de projet.

## Autres outils

L'utilisation d'autres outils sera appréciée en concertation avec les responsables et les chefs de projet du SI FranceAgriMer.

### 4.3. Niveau indicatif des commandes sur les trois dernières années

À titre indicatif, les volumes de commande de prestations de TRA réalisées sur les trois dernières années ont été les suivantes :

Année	Montant	Applications	Travaux principaux / UO mobilisés
2022	420 k€	6	- Stratégie de recette - Création de patrimoine de tests

2023	500 k€	8	- Vérification du fonctionnement global d'une version applicative
2024	700 k€	7	- Exécution de campagne de tests - Conception et mise à jour de tests automatisés - Elaboration, exécution de test de charge, test de performance. - Reporting - Conseil ponctuel dans le domaine des tests

Sur l'année 2024, le titulaire du marché a mobilisé jusqu'à huit ETP pour réaliser les travaux de TRA. Ces éléments de volumétrie sont donnés à titre indicatif et ne sont pas nécessairement ceux de 2025 et des années suivantes.

## 5. GOUVERNANCE FRANCEAGRIMER ET INSTANCE DU MARCHÉ

### 5.1. La gouvernance FranceAgriMer

Le service des Systèmes d'information de FranceAgriMer assure l'ensemble des travaux de maîtrise d'œuvre informatique qui concourent à l'élaboration et au maintien en conditions opérationnelles des systèmes d'information dont FranceAgriMer assure la gestion.

A ce titre, le service des Systèmes d'information est responsable de la mise en œuvre de cet accord-cadre.

Le chef du service des Systèmes d'information, représenté le cas échéant par le chef de service adjoint ou la chargée de mission pilotage AMOA est le représentant contractuel de FranceAgriMer pour l'exécution du marché.

### 5.2. Organisation du titulaire

Le titulaire devra désigner a minima deux interlocuteurs :

- un responsable contractuel, qui sera l'interlocuteur de FranceAgriMer pour les questions d'ordre contractuel, et en mesure de représenter sa société sur ces aspects.
- un responsable opérationnel, qui sera le garant de la bonne exécution de la prestation vis-à-vis de FranceAgriMer, et l'interlocuteur privilégié au quotidien des responsables SI.

## 5.3. Les différentes instances du marché de TRA

---

### Suivi contractuel et pilotage général

Le suivi contractuel a lieu durant les COPIL de marché trimestriel (tous les trois mois).

Les participants à chaque COPIL de marché sont, a minima :

- les représentants de FranceAgriMer : le Chef du Service des SI, Chef(s) d'Unité Etudes, Chargée de mission pilotage A.M.O.A. ;
- les représentants du titulaire : le responsable contractuel, le responsable opérationnel.

Ces participants peuvent décider d'inviter tout participant qualifié, en fonction de l'ordre du jour du COPIL. Chaque partie informe au préalable l'autre partie des participants qu'elle invite (limité à 2 participants en plus des permanents).

### Comité de suivi

Les applications bénéficiant d'une prestation de TRA font l'objet d'un suivi opérationnel. Ce suivi est assuré par le Comité de Suivi Opérationnel (COSUI TRA) qui se tient tous les 15 jours. Lors de ces réunions, un point de situation est fait sur l'ensemble des applications en cours de TRA.

Les participants à chaque COSUI TRA sont, à minima :

- le représentant de FranceAgriMer : le cas échéant, le Chef du Service des SI, Chef(s) d'Unité Etudes et chef(s) de pôle, Chargée de mission pilotage A.M.O.A., Chef(s) de projet ou interlocuteur désigné par FranceAgriMer.
- le représentant du titulaire : le responsable opérationnel.

Ces participants peuvent décider d'inviter tout participant qualifié, en fonction de l'ordre du jour du COSUI TRA. Chaque partie informe au préalable l'autre partie des participants qu'elle invite. Si besoin, des réunions de travail ponctuelles peuvent se tenir dans une configuration plus restreinte afin d'approfondir les sujets qui le nécessitent.

### Comité de projet

Pour la bonne réalisation de projet bénéficiant d'une TRA, des comités de projet de TRA (COPRO TRA) se tiennent aussi souvent que nécessaire. Le Chef de projet, le responsable et les intervenants du centre de service TRA se mettent d'accord sur la fréquence de ces COPRO TRA. Ces COPRO TRA ont pour objet d'organiser, de suivre et de piloter l'exécution opérationnelle.



## 6. PRESTATIONS ATTENDUES

### 6.1. Organisation du titulaire pour la réalisation des travaux de TRA

---

La réalisation des prestations assurées par le centre de services de TRA sera encadrée par un responsable opérationnel du titulaire qui sera le garant de la bonne exécution de la prestation vis-à-vis de FranceAgriMer, et l'interlocuteur privilégié des responsables SI.

Le responsable opérationnel assurera un encadrement quotidien, et en tant que de besoin la prise en charge directe des travaux de TRA. Il encadrera les autres intervenants du titulaire et s'assurera que les prestations sont réalisées conformément au présent CCTP. Le responsable opérationnel planifiera avec le pouvoir adjudicateur les comités de projets, les comités de suivi ainsi que les comités de pilotage. Il veillera à ce que les informations rapportées soient pertinentes et à jour. A l'issue de ces réunions, il rédigera un relevé de conclusions.

Le responsable opérationnel sera le garant de la bonne exécution des prestations au quotidien. Il devra donc posséder des qualifications techniques et managériales confirmées, et disposer d'une expérience professionnelle avérée (plusieurs années), sur des fonctions de cette nature.

### 6.2. Recensement des activités actuelles de TRA

---

En complément des éléments indicatif présentés dans l'article [Erreur ! Source du renvoi introuvable.](#), le tableau ci-dessous présente le recensement des activités actuelles de TRA qui concernent 5 projets/7 applications.

Ce recensement a pour but de préciser les projets qui nécessitent une poursuite des travaux sur le second semestre 2025 et le premier semestre 2026. Les travaux d'initialisation du marché ne sont pas pris en compte dans cette projection. D'autres projets sont susceptibles d'être ajoutés ou retirés tout au long de la durée du marché.

Applications	Complexité de la recette	Fréquence des recettes	Répartition des travaux de recette entre travaux de recette fonctionnelle standard et travaux d'automatisation	Charges actuelles de recette sur le marché de TRA (en jh/semaine).	Précisions sur les activités connexes prises en charge (conduite de changement,				
PAD	Complexe	Une version toutes les 2 semaines	Actuellement 100% de recette classique Souhait: 35% automatisé + 65% manuel	5jh/semaine	- Travaux de recette intégré aux phases de développement ( 80% ) - Travaux de recette d'admission POST-LIVRAISON ( 20% )				
Viti-Investissement	Complexe	Une version toutes les semaines	70 % recette et 30% automatisation (ajustés selon les besoins du sprint : peut être 60-40)	5jh/semaine	MAJ de la documentation liée aux travaux d'automatisation dans Confluence (5% du temps)				
VitiPromotion	Complexe	Plusieurs versions par sprint de 3 semaines	L'objectif est de faire 70 % de temps de recette manuelle des tickets du sprint (rédaction des exigences et campagne de test sur squash) et 30% de temps pour l'automatisation sur katalon	5jh/semaine	Activité ponctuelle : Mise à jour de la page confluence sur le suivi de l'automatisation				
Expadon 2 - Agrément	Complexe	Une version par trimestre pour l'application historique en cible. Une version toutes les 3 semaines pour la refonte	100% recette standard sur application historique	<table><tr><th>Charges prévisionnelles S2 2025 (en J/H par semaine)</th><th>Charges prévisionnelles S1 2026 (en J/H par semaine)</th></tr><tr><td>2 jh/semaine</td><td>5 jh/semaine</td></tr></table>		Charges prévisionnelles S2 2025 (en J/H par semaine)	Charges prévisionnelles S1 2026 (en J/H par semaine)	2 jh/semaine	5 jh/semaine
Charges prévisionnelles S2 2025 (en J/H par semaine)	Charges prévisionnelles S1 2026 (en J/H par semaine)								
2 jh/semaine	5 jh/semaine								
Expadon 2 - InfoCOM	Moyen	Recette + tests de non régression avec un patch mensuel	50% recette standard et 50% tests automatisés	<table><tr><th>Charges prévisionnelles S2 2025 (en J/H par semaine)</th><th>Charges prévisionnelles S1 2026 (en J/H par semaine)</th></tr><tr><td>2 jh/semaine</td><td>2 jh/semaine</td></tr></table>		Charges prévisionnelles S2 2025 (en J/H par semaine)	Charges prévisionnelles S1 2026 (en J/H par semaine)	2 jh/semaine	2 jh/semaine
Charges prévisionnelles S2 2025 (en J/H par semaine)	Charges prévisionnelles S1 2026 (en J/H par semaine)								
2 jh/semaine	2 jh/semaine								
Expadon 2 - Certificat	Complexe	Une version toutes les 2 semaines + TNR	50% recette standard et 50% tests automatisés	<table><tr><th>Charges prévisionnelles S2 2025 (en J/H par semaine)</th><th>Charges prévisionnelles S1 2026 (en J/H par semaine)</th></tr><tr><td>3 jh/semaine</td><td>3 jh/semaine</td></tr></table>		Charges prévisionnelles S2 2025 (en J/H par semaine)	Charges prévisionnelles S1 2026 (en J/H par semaine)	3 jh/semaine	3 jh/semaine
Charges prévisionnelles S2 2025 (en J/H par semaine)	Charges prévisionnelles S1 2026 (en J/H par semaine)								
3 jh/semaine	3 jh/semaine								
PEP	Complexe	tests de non régression avec un patch mensuel							

Les projets PAD, VitiInvestissement et VitiPromotion sont menés en méthodologie agile.

## 6.3. Généralités sur les Unités d'Œuvre

### Préambule

Le présent accord-cadre est conclu sous la forme d'un marché qui s'exécute sur bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur en fonction de ses besoins.

Il appartient au titulaire de mettre en place l'organisation adéquate et les ressources adaptées pour satisfaire le bon déroulement de la prestation. Les activités principales du CDS et leurs objectifs sont définis dans les Unités d'œuvre (UO).

### Dimensionnement du CDS et modalités de commande des prestations

Compte tenu des volumes du recensement des activités nécessaires à la poursuite des travaux de TRA sur le second semestre 2025 et le premier semestre 2026 (cf. article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**), il est attendu pour la gestion du périmètre initial que le titulaire propose une équipe composée a minima :

- d'un responsable opérationnel, assurant l'encadrement de l'équipe, le pilotage des prestations, et en tant que de besoin la prise en charge directe de demandes d'assistance ;
- de plusieurs ressources pour constituer un pool socle formé pouvant intervenir sur :

- les projets qui nécessitent une poursuite des travaux sur le second semestre 2025 et le premier semestre 2026 (cf. article [Erreur ! Source du r envoi introuvable.](#)) ;
- les activités spécifiées dans les différentes UO du marché.

Le titulaire devra être en mesure de réviser le dimensionnement initial du centre de service de TRA pour répondre notamment aux pics d'activités (variation du nombre de demandes de travaux). Les adaptations envisagées : nombre de ressources, du type de profil des ressources, seront effectuées en concertation avec les équipes SI.

## **Généralités sur les Unités d'œuvre (UO) de Tierce Recette Applicative (TRA)**

Une unité d'œuvre (UO) est constituée par un ensemble de tâches assorti d'une obligation de résultat et d'un délai de réception des travaux, dans un cadre financier forfaitaire.

Chaque UO est définie par une fiche descriptive qui comprend les rubriques suivantes : Objet, description, entrants, livrables, niveau de complexité et délai maximum de réalisation. Les travaux à réaliser peuvent-être adapté par le titulaire en accord avec FranceAgriMer. Les travaux à réaliser dépendent notamment du contexte projet et de la méthodologie du projet : cycle en V ou agile.

## **Niveaux de complexité des UO**

Trois niveaux de complexité d'UO ont été prévus : simple, moyen, complexe.

La complexité s'apprécie notamment au regard de la richesse fonctionnelle de l'application, le nombre d'interface avec d'autres systèmes, le volume de donnée, la complétude et actualisation de la documentation, l'existence d'un patrimoine de tests.

Dans son offre, le titulaire du marché s'engagera sur les types de profil mobilisés pour réaliser les travaux en fonction du niveau de complexité. Selon le niveau de complexité, la répartition de la charge, en nombre de jour homme par profil /niveau de qualification, sera précisée par le titulaire dans sa réponse au marché : annexe financière du marché.

## **Durée des réunions et des ateliers évoqués dans les UO**

La durée moyenne d'une réunion de travail est de 2 heures et celle d'un atelier est de 3 heures.

## 6.4. Les Unités d'Œuvre

### Liste des UO

Code UO	Libellé UO
INITTRA	Initialisation du marché de TRA
PILOTTRA	Pilotage et de suivi
PRISEDECO	Prise de connaissance du contexte et de l'existant d'un projet ou d'une application
TRANSFDECO	Transfert de connaissance (sortie du périmètre de TRA)
PREPARECET	Préparation de la recette
REALCAMP	Réalisation d'une campagne de tests et reporting
AUTOREAL	Automatisation des tests - conception
AUTOEXC	Exécution de tests automatisés et reporting
CONSEILTRA	Conseil ponctuel dans le domaine des tests

### DESCRIPTION DETAILLEE DES UO

#### INITTRA : Prestation d'initialisation du marché

UO	INITTRA	Initialisation du marché
Objet	<p>Les objectifs visés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>la mise en place des conditions opérationnelles d'exécution et de suivi du marché, la prise de connaissance du contexte par le titulaire pour qu'il débute ses prestations dans les meilleures conditions possibles ;</li><li>la production du plan d'assurance qualité du marché (PAQ) ;</li><li>la production du document site sûr de TRA.</li></ul> <p>Cette UO est commandée 1 fois en début de marché. Commande directe de FranceAgriMer à la notification du marché.</p>	
Description	<p>Cette prestation comprend 5 grandes phases :</p> <p><b>1/ Réunion de démarrage du marché</b></p> <p>Dès la notification du marché, une réunion de démarrage du marché est organisée. Cette réunion permet au titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>de présenter son organisation et l'équipe socle du centre de service de TRA,</li></ul>	

UO	INITTRA	Initialisation du marché
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• d'exposer sa compréhension du contexte, notamment organisationnel,</li> <li>• de proposer des tableaux de bord de suivi des prestations, comportant notamment le suivi des niveaux de service et indicateurs associés,</li> <li>• de suggérer des documents types à utiliser lors des opérations de TRA,</li> <li>• de conseiller des outils associés aux prestations de tests et leur mode d'utilisation (outils déjà existants et/ou outils nouveaux),</li> <li>• de présenter une première proposition de PAQ,</li> <li>• de recueillir les remarques de FranceAgriMer.</li> </ul> <p><b>2/ Mise en route du marché</b></p> <p>L'objectif est de permettre au nouveau titulaire de consolider sa connaissance du contexte et d'assurer la transition avec le titulaire sortant.</p> <p>Cette étape se déroule sur une période d'environ 15 jours.</p> <p>L'équipe du centre de service de TRA est tenue de participer aux différentes réunions/ateliers qui auront vocation à préparer au mieux le cadre du travail et de former les intervenants à l'utilisation des outils FranceAgriMer.</p> <p>A l'issue de cette étape, il est attendu des intervenants du CDS une opérationnalité pour prendre en charge les opérations de TRA. Dans tous les cas, FranceAgriMer se réserve le droit de refuser à tout moment de la formation un des intervenants proposés par le prestataire s'il s'avère que celui-ci ne respecte pas les niveaux de compétences requis.</p> <p><b>3/ Outils associés aux prestations</b></p> <p>Le titulaire met notamment en œuvre les outils, documents/modèles validés par FranceAgriMer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• outils associés aux prestations en collaboration avec le service SI, ainsi que les paramétrages et configurations initiaux, sur les environnements mis à disposition par FranceAgriMer,</li> <li>• liste des indicateurs de suivi et modalités de production de ceux-ci,</li> <li>• tableaux de bord de suivi des prestations et documents types à utiliser lors des opérations de TRA.</li> </ul> <p><b>4/ PAQ</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le titulaire finalise la rédaction du PAQ pour validation par le SI FranceAgriMer</li> </ul>

UO	INITTRA	Initialisation du marché
	<p><b>5/ Site sûr de TRA</b></p> <p>Le titulaire complète en concertation avec les équipes techniques de FranceAgriMer le document « site sûr de TRA » (cf. annexe 4 au présent document) qui précise les dispositions de sécurité mises en œuvre dans le Centre de Service du titulaire.</p>	
Entrant(s)	Documents annexés au CCTP du marché.	
Livrables	<p>Ordre du jour, support et compte rendu de la réunion de démarrage du marché,</p> <p>Outils initiaux de tests et environnements associés opérationnels,</p> <p>Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et ses annexes « livrables types ».</p> <p>Par exemple, tableau de bord de suivi des prestations (avec liste des indicateurs de suivi et modalités de production de ceux-ci), modèles de plan de tests, bilan d'itération et de recette</p> <p>Document Site sûr de TRA complété.</p> <p>Rapport d'étonnement</p>	
Complexité	L'UO ne comporte pas de niveau de complexité.	
Délai	1 mois	

## PILOTTRA : Prestation de Pilotage et de suivi

UO	PILOTTRA	Pilotage et suivi
Objet	<p>Suivi contractuel et opérationnel de la Tierce Recette Applicative.</p> <p>Elle permet au titulaire d'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le suivi contractuel de l'exécution du marché (COPIL),</li> <li>le suivi opérationnel destiné à piloter et suivre les activités du centre de service : organisation du CDS, avancement des travaux, planning global et les risques, ... (COSUI),</li> <li>l'accompagnement des projets bénéficiant de la Tierce Recette Applicative (COPRO).</li> </ul> <p>Cette prestation est commandée par période de 3 mois (trimestre).</p>	
Description	<p>L'UO regroupe l'ensemble des actions, du responsable opérationnel et des intervenants du CDS, nécessaires au suivi de l'exécution du marché, à l'organisation des COPIL de marché et autres instances de comitologie COSUI, COPRO.</p> <p>Toutes les instances de réunion se tiennent en visioconférence sur l'outil de FranceAgriMer (actuellement outils de la suite Zoom).</p>	

### **COPIL de marché :**

Un suivi trimestriel de l'exécution du marché est mis en place. Ce suivi est effectué lors du Comité de Pilotage (COPIL TRA) du marché.

Des réunions exceptionnelles peuvent être demandées, à l'initiative de FranceAgriMer ou du titulaire. La tenue d'une réunion exceptionnelle du COPIL est conditionnée par l'approbation préalable de FranceAgriMer.

Le support du COPIL et les documents associés sont à transmettre par le titulaire au plus tard 3 jours ouvrés avant la tenue du COPIL. Le compte-rendu est à transmettre par le titulaire au plus tard dans les 3 jours ouvrés suivant la tenue du COPIL. Sans remarque dans les délais, le compte rendu est réputé validé.

Le support de COPIL sera défini en début de marché sur proposition du titulaire. Des thématiques complémentaires à ajouter au support pourront être proposées par le titulaire ou par FranceAgriMer.

Les thèmes abordés lors du COPIL sont (liste non limitative) :

- le suivi des faits marquants de la période écoulée,
- un point de situation de chaque projet/application bénéficiant d'une activité de TRA. Le planning et les écarts avec le planning prévisionnel initial,
- le suivi des niveaux de service sur la période écoulée et leur évolution, ainsi que la « satisfaction client »,
- l'analyse des difficultés rencontrées. Les non conformités aux niveaux des services attendus doivent être mis en exergue, commentées et des propositions de mesures de remédiation doivent être présentées,
- les propositions d'actions et de changements organisationnels et les éventuels arbitrages,
- le suivi des actions actées antérieurement,
- l'analyse des risques,
- les orientations et l'activité pour le trimestre à venir, voire sur une période plus large. Les informations transmises par FranceAgriMer à cette occasion sont indicatives,
- les propositions d'amélioration des conditions d'exécution du marché, le suivi du plan d'action et des résultats obtenus,
- le suivi des ressources du titulaire : qualité de service, congés et absences diverses ; turn over, ... ,
- le suivi financier du marché, dont les commandes et les factures,
- la « Satisfaction client » : La qualité de service est appréciée par FranceAgriMer mois par mois pour les applications qui

ont fait l'objet de prestations. Cette appréciation est inscrite dans un document intitulé « satisfaction client » qui est transmis trimestriellement au titulaire et validé lors des Copils de marché trimestriel.

#### **COSUI TRA :**

Le titulaire prépare les Comités de Suivi opérationnels de TRA (COSUI TRA). Le COSUI TRA se tient tous les 15 jours. Cette périodicité peut être temporairement adaptée, à l'initiative de FranceAgriMer ou du titulaire sous réserve de l'accord explicite de FranceAgriMer. Les thématiques traitées en COSUI TRA sont, à minima :

- l'analyse des indicateurs et tableaux de bord de TRA,
- le suivi et la mise à jour du planning détaillé ainsi que le suivi des opérations de TRA,
- l'analyse des risques et des difficultés, la recherche d'actions préventives ou curatives,
- le suivi des commandes et des procès-verbaux,
- le suivi des actions préventives ou curatives définies en COSUI TRA ou lors des COPIL TRA.

Selon le contexte, peuvent également être abordés, par exemple :

- les arbitrages relevant du COPIL et la préparation du COPIL,
- l'étude des propositions du titulaire visant à améliorer les conditions d'exécution de la TRA.

L'ordre du jour du COSUI TRA et le support de présentation sont préparés par le titulaire ; ils sont transmis à FranceAgriMer au plus tard 1 jour ouvré avant la tenue du COSUI TRA ; FranceAgriMer peut compléter l'ordre du jour proposé ou ajuster le support de présentation.

Le compte rendu du COSUI TRA est rédigé de préférence en séance par le titulaire afin de permettre sa diffusion dans la foulée du COSUI TRA. Le compte rendu fait notamment apparaître les décisions, les actions à entreprendre, les acteurs concernés et la planification de ces actions. Sous réserve d'accord entre FranceAgriMer et le titulaire, la mise à jour des tableaux de bord et du document de suivi de la TRA peut tenir lieu de compte rendu de réunion.

FranceAgriMer dispose de 2 jours ouvrés pour émettre des remarques sur le compte rendu. En absence de remarque dans les délais, le compte rendu est réputé validé.

#### **COPRO TRA**

Pour la bonne réalisation des travaux de TRA, des réunions spécifiques pour les projets bénéficiant de la TRA se tiennent aussi souvent que nécessaire. Le Chef de projet interne et le responsable opérationnel se mettent d'accord sur la fréquence de ces réunions.



	Les réunions de projets ont pour objet d'organiser, de suivre et de piloter l'exécution opérationnelle de la TRA pour un projet/application.
Entrant(s)	Applications actives en TRA.
Livrable(s)	<p>Pour les COPIL :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• support et compte rendu du COPIL,</li> <li>• tableaux de suivi,</li> <li>• le cas échéant : les documents à constituer suite à décisions prises lors des COPIL.</li> </ul> <p>Pour les COSUI :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• support et compte rendu du COSUI,</li> <li>• tableaux de suivi.</li> </ul> <p>Pour les COPRO :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• comptes-rendus flash du COPRO,</li> <li>• tableaux de suivi.</li> </ul>
Complexité	L'UO ne comporte pas de niveau de complexité.
Durée	L'UO est commandée pour une durée trimestrielle. Possibilité de commande fractionnée au mois (notamment en fin de marché) ; les coûts sont alors ajustés prorata temporis. Dans ce cas, le nombre de COSUI est réduit prorata temporis.

## **PRISEDECO : Prise de connaissance du contexte et de l'existant d'un projet ou d'une application**

UO	PRISEDECO	Prise de connaissance du contexte et de l'existant d'un projet ou d'une application
Objet	<p>L'objectif de cette prestation est la prise de connaissance qui vise à permettre une montée en compétence du titulaire dans le contexte projet/application.</p> <p>Cette UO est commandée en fonction des besoins projets exprimés par FranceAgriMer.</p>	
Description	<p>Le titulaire prend connaissance du contexte projet ou d'une application.</p> <p>Les travaux à réaliser par le titulaire sont notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un examen de la documentation.</li> <li>2. Des entretiens spécifiques avec les acteurs clés du projet.</li> <li>3. La rédaction d'une note de présentation du contexte et de l'existant.</li> <li>4. Une réunion de présentation du bilan de prise de connaissance pour validation des travaux par FranceAgriMer. Cette réunion permet de s'assurer que les</li> </ol>	

UO	PRISEDECO	Prise de connaissance du contexte et de l'existant d'un projet ou d'une application	
	travaux produits par le titulaire couvrent bien le périmètre confié à la TRA.		
Entrant(s)	Les entrants existants dépendent du contexte du périmètre concerné. Liste non engageante : Expression des besoins, cahier des charges, conception générale, spécifications fonctionnelles détaillées, documentation progiciel, documentation utilisateurs, dossiers de tests,...		
Livrables	Note de cadrage de la prise de connaissance : modalités, planning Ordre du jour, support et compte-rendu des réunions de travail et/ou ateliers et/ou entretiens. Rapport quotidien des travaux exécutés. Tableau de bord de suivi et reporting d'avancement de la prise de connaissance. Bilan de la prise de connaissance du contexte et de la documentation existante.		
Niveau de complexité	Niveau de complexité		Délai maximum de réalisation de l'UO
	Simple		1 semaine
	Moyen		2 semaines
	Complexe		4 semaines
Durée	Le délai maximum de réalisation de l'UO est fonction du niveau de complexité commandé.  Les charges de réalisation de cette prestation forfaitaire sont précisées par le titulaire dans l'annexe financière.  Le calendrier prévisionnel de réception des travaux est précisé dans le bon de commande.		

## TRANSFDECO : Transfert de connaissance (sortie du périmètre de TRA)

UO	TRANSFDECO	Transfert de connaissance (sortie du périmètre de TRA)
Objet	<p>Transmission par le titulaire de la connaissance acquise en fin de marché auprès du titulaire entrant. Remise par le titulaire de l'ensemble des productions réalisées dans le cadre de la TRA de l'application.</p> <p>Cette UO est commandée 0 ou 1 fois pour une application. Cette UO</p>	

UO	TRANSFDECO	Transfert de connaissance (sortie du périmètre de TRA)
	vaut quel que soit l'environnement technique de l'application, que des outils d'automatisation des tests aient été ou non utilisés. Cette UO est commandée en fonction des besoins ponctuels exprimés par FranceAgriMer.	
Description	<p>La transmission de la connaissance s'effectue en direction de personnels FranceAgriMer et/ou de tiers désignés par FranceAgriMer.</p> <p>Le plan de réversibilité est produit par le titulaire et présenté à FranceAgriMer. En accord avec FranceAgriMer, des réunions de transmission de la connaissance sont organisées et prises en charge par le titulaire.</p> <p>L'ensemble des productions fait l'objet d'un transfert vers FranceAgriMer ou vers un tiers désigné par FranceAgriMer. Les productions remises doivent être utilisables par FranceAgriMer (ou un tiers désigné par FranceAgriMer) sans recours à des manipulations techniques spécifiques ou des outils complémentaires, par exemple la difficulté d'utiliser un outil propriétaire non détenu par FranceAgriMer ou un format de données.</p> <p>Le suivi de la prestation est assuré par des réunions hebdomadaires de suivi opérationnel, durant l'exécution de l'UO. Le titulaire y présente l'avancement des travaux et les éventuelles difficultés rencontrées. Le titulaire fournit l'ordre du jour et le compte-rendu des réunions opérationnelles de suivi.</p> <p>Le titulaire élabore un bilan de transfert de connaissance qui fait l'objet d'une réunion de présentation à FranceAgriMer. Cette réunion permet, si nécessaire, de mettre en avant les points n'ayant pas fait l'objet d'une transmission de connaissance suffisante, ou les productions non remises, nécessitant des travaux complémentaires.</p> <p>Si FranceAgriMer l'estime nécessaire, une seconde réunion de présentation est organisée, après travaux complémentaires et mise à jour de la note de bilan de la réversibilité sortante, sans impact sur le coût de la prestation ; le délai d'exécution de l'UO est alors prolongé selon un délai fixé par FranceAgriMer, délai ne pouvant excéder le délai d'exécution initialement prévu.</p>	
Livrables	<p>Plan de réversibilité : modalités, planning.</p> <p>Ordre du jour, support et compte-rendu des réunions de travail et/ou ateliers.</p> <p>Rapport quotidien des travaux exécutés.</p> <p>Tableau de bord de suivi et reporting d'avancement du transfert de de connaissance.</p>	

UO	TRANSFDECO	Transfert de connaissance (sortie du périmètre de TRA)
	Bilan du transfert de connaissance.	
Niveau de complexité	Niveau de complexité	Délai maximum de réalisation de l'UO
	Simple	1 semaine
	Moyen	2 semaines
	Complexe	4 semaines
Durée	<p>Le délai maximum de réalisation de l'UO est fonction du niveau de complexité commandé.</p> <p>Les charges de réalisation de cette prestation forfaitaire sont précisées par le titulaire dans l'annexe financière.</p> <p>Le calendrier prévisionnel de réception des travaux est précisé dans le bon de commande.</p>	

## PREPARECET : Préparation de la recette

UO	PREPARECET	Préparation de la recette
Objet	<p>L'objectif de cette prestation est la préparation de la recette pour notamment cadrer, planifier et réaliser les différents travaux de qualification définis avec FranceAgriMer. Il s'agit aussi de préciser l'organisation de l'ensemble du processus de recette et le rôle de tous les acteurs.</p> <p>Cette UO est commandée en fonction des besoins projets exprimés par FranceAgriMer.</p> <p>Les travaux à réaliser peuvent-être adapté par le titulaire en accord avec FranceAgriMer. Les travaux à réaliser dépendent notamment du contexte projet et de la méthodologie du projet : cycle en V ou agile.</p>	
Description	<p>Les travaux à réaliser par le titulaire sont notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Animer ou participer à toutes les réunions et/ou ateliers et/ou cérémonies agiles nécessaires à la réalisation des travaux de l'UO.</li> <li>2. Etablir le plan de tests (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• identifier le type d'application à tester,</li> <li>• identifier le périmètre à traiter, les cas d'utilisation à tester, les contraintes ; les applications interdépendantes, les risques projet,</li> <li>• constituer la matrice de criticité des exigences en</li> </ul> </li> </ol>	

UO	PREPARECET	Préparation de la recette
		<p>mettant en exergue les points sur lesquels l'effort de recette doit être apporté et les priorités de recette,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• déterminer les efforts de tests : les tests doivent permettre de vérifier l'adéquation de la documentation avec le périmètre défini ou être en cohérence avec les décisions de priorisation tranchées pendant l'élaboration du plan de tests.</li> <li>• lister les « outils » et les conditions d'alternance d'exécution des tests, par exemple : navigateurs internet et/ou appareils mobiles devant faire l'objet de tests, système d'exploitation à tester, pourcentage de tests exécutés sur les différents supports,</li> <li>• identifier les prérequis : habilitations, profils utilisateurs, jeux de données,...</li> <li>• Estimer la charge et identifier les rôles et les besoins en ressources,</li> <li>• déterminer la fréquence des points de suivi de l'exécution de la recette,</li> <li>• établir le macro planning d'enchaînement des travaux (y compris livraison des livrables) jusqu'à la fin d'exécution des tests : ce planning est Co construit avec les acteurs clés du projet. Il tient compte des délais nécessaires à la mise en œuvre des travaux d'installation d'une version applicative sur l'environnement de recette dédié, d'analyse puis de correction des bugs, de disponibilité des intervenants, ...</li> </ul> <p>3. Elaborer les scénarios de tests et les cas de tests (inclut les problématiques de non régression) et les jeux de données de tests :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• formaliser et reporter les informations descriptives des tests dans le référentiel de FranceAgriMer (Squash TM) : exigences, scénarios de tests et cas de tests (cas passant, cas non passant, cas aux limites), TNR,</li> <li>• définir la campagne de tests,</li> <li>• éventuellement, mettre à jour les pages de suivi de la documentation de test sur l'outil confluence.</li> </ul> <p>4. Elaborer les jeux de données de tests de l'application</p> <p>Dans certains cas, les jeux de données peuvent être élaborés à partir d'informations fournies par FranceAgriMer, provenant par exemple de bases de données d'exploitation. Cette fourniture ne dégage pas le titulaire de la création de jeux de données de tests conformes aux scénarios de tests et cas de tests, par l'ajout ou la modification des données fournies par FranceAgriMer.</p> <p>5. Organiser tous au long de la prestation des réunions de</p>

UO	PREPARECET	Préparation de la recette
	validation des travaux par FranceAgriMer. Ces réunions permettent de s'assurer que les travaux produits par le titulaire couvrent bien le périmètre confié à la TRA	
Entrant(s)	<p>Les entrants existants dépendent du contexte du périmètre concerné.</p> <p>Liste non engageante : Expression des besoins, cahier des charges, conception générale, spécifications fonctionnelles détaillées, documentation progiciel, documentation utilisateurs, dossiers de tests,...</p>	
Livrables	<p>Rapport quotidien des travaux exécutés.</p> <p>Tableau de bord de suivi et reporting d'avancement de la préparation des tests.</p> <p>Ordre du jour, support et compte rendu des réunions de travail et des ateliers.</p> <p>Ordre du jour, support et compte rendu des réunions de suivi opérationnel.</p> <p>Plan de test incluant notamment le périmètre de test, la matrice criticité, les efforts de tests et le planning des travaux de recette.</p> <p>Référentiel des exigences.</p> <p>Référentiel des scénarios de tests et cas de tests.</p> <p>Campagne de tests.</p> <p>Jeux de données.</p>	
Niveau de complexité	Niveau de complexité	Délai maximum de réalisation de l'UO
	Simple	1 semaine
	Moyen	2 semaines
	Complexe	4 semaines
Durée	<p>Le délai maximum de réalisation de l'UO est fonction du niveau de complexité commandé.</p> <p>Les charges de réalisation de cette prestation forfaitaire sont précisées par le titulaire dans l'annexe financière.</p> <p>Le calendrier prévisionnel de réception des travaux est précisé dans le bon de commande.</p>	

## REALCAMP : Réalisation d'une campagne de tests et reporting

UO	REALCAMP	Réalisation d'une campagne de tests et reporting
Objet	Le titulaire du marché vérifie la conformité et le bon fonctionnement de l'outil concerné dans le respect des éléments de la préparation de la recette et des scénarios de tests qui ont été	

UO	REALCAMP	Réalisation d'une campagne de tests et reporting
	<p>définie. Cette prestation comprend la mise en œuvre des itérations de tests, la déclaration et le suivi des anomalies, la production des rapports d'itération et le bilan de la campagne de tests.</p> <p>Cette UO est commandée en fonction des besoins projets exprimés par FranceAgriMer.</p> <p>Les travaux à réaliser peuvent-être adapté par le titulaire en accord avec FranceAgriMer. Les travaux à réaliser dépendent notamment du contexte projet et de la méthodologie du projet : cycle en V ou agile.</p>	
Description	<p>Le but pour le titulaire est la certification du bon fonctionnement de l'ensemble des fonctionnalités pour le périmètre défini dans la préparation de la recette :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Animer ou participer à toutes les réunions et/ou ateliers et/ou cérémonies agiles nécessaires à la réalisation des travaux de l'UO.</li> <li>2. Vérification des pré-requis : <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérification des conditions de mise à disposition de l'environnement de test : accès, planning d'installation de la version de l'outil à tester, etc...,</li> <li>• vérification du référentiel de tests de FranceAgriMer : habilitations, profils utilisateurs, données : exigences, scénarios de tests et cas de tests, itérations et campagne de tests,</li> <li>• vérification de la constitution des jeux de données.</li> </ul> </li> <li>3. Exécution des tests de recevabilité : <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérification du niveau de qualité de la livraison afin de prévenir tout risque de blocage au démarrage de l'exécution de tests,</li> <li>• acceptation ou refus de la livraison.</li> </ul> </li> <li>4. Exécution des tests <p>Il s'agit d'effectuer un certain nombre d'opérations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réalisation d'une campagne de tests et de ses itérations pour l'ensemble des scénarios et cas de tests définies lors de la préparation de la recette et renseignés dans le référentiel de tests de FranceAgriMer (les tests de non régression font partie du périmètre)</li> <li>• vérification de la conformité du résultat par rapport au résultat attendu</li> </ul> </li> <li>5. Notification et suivi des anomalies <ul style="list-style-type: none"> <li>• déclaration en cas de non-conformité du résultat (signalement le jour même où le jour ouvré suivant) des anomalies détectées à l'occasion des tests dans l'outil de gestion des anomalies de FranceAgriMer,</li> </ul> </li> </ol>	

UO	REALCAMP	Réalisation d'une campagne de tests et reporting
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• suivi de la prise en charge des anomalies,</li> <li>• échanges avec les acteurs en charge de l'analyse et résolution des anomalies.</li> </ul> <p>6. Mise à jour des indicateurs d'avancement de tests et les indicateurs de couverture des exigences.</p> <p>7. Vérification des correctifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la vérification de correction des anomalies consiste à minima à rejouer le cas de tests précédemment en échec. Le titulaire est responsable du choix des tests à rejouer afin de s'assurer de la correction de l'anomalie.</li> </ul> <p>8. Suivi opérationnel</p> <p>Des réunions de suivi opérationnel, de fréquence à minima hebdomadaire, sont organisées et tenues durant l'exécution de l'UO. Y sont traités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avancement des tests par rapport au calendrier prévisionnel,</li> <li>• l'avancement du traitement des anomalies détectées,</li> <li>• les difficultés rencontrées,</li> <li>• les risques,</li> <li>• la présentation des rapports et bilans d'itérations,</li> <li>• les propositions d'amélioration du fonctionnement des tests.</li> </ul> <p>9. Rédaction et présentation du bilan de recette en fin de prestation. Il précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les faits marquants durant les tests ;</li> <li>• les anomalies résiduelles ;</li> <li>• l'engagement du titulaire sur le résultat des travaux en préconisant la mise en production (Go ou No Go).</li> </ul> <p>Des pénalités pour non-respect de la qualité des prestations de recette REALCAMP peuvent être appliquées en cas d'absence de détection par le titulaire d'anomalies pourtant reproductibles sur des scénarios de tests prévus au titre des prestations. (cf. article 18.1.1 du CCAP)</p>	
Entrant(s)	Livrables produits pour la réalisation de l'UO PREPARECET	
Livrables	<p>Exécuter les tests.</p> <p>Rapport quotidien des travaux exécutés.</p> <p>Eventuellement, compléter/mettre à jour les jeux de données de tests.</p> <p>Compléter/mettre à jour le référentiel de tests avec les éléments relatifs à leur exécution.</p> <p>Formaliser et suivre le traitement des anomalies signalées dans l'outil JIRA de FranceAgriMer.</p> <p>Elaborer le tableau de bord de suivi des tests.</p> <p>Bilan de recette.</p>	



UO	REALCAMP	Réalisation d'une campagne de tests et reporting
	Ordre du jour, support et compte rendu des réunions. Bilans des itérations de tests et de bilan de la recette.	
Niveau de complexité	Niveau de complexité	Délai maximum de réalisation de l'UO
	Simple	1 semaine
	Moyen	2 semaines
	Complexe	3 semaines
Durée	<p>Le délai maximum de réalisation de l'UO est fonction du niveau de complexité commandé.</p> <p>Les charges de réalisation de cette prestation forfaitaire sont précisées par le titulaire dans l'annexe financière.</p> <p>Le calendrier prévisionnel de réception des travaux est précisé dans le bon de commande.</p>	

## AUTOPREPA : Automatisation des tests – Préparation

UO	AUTOPREPA	Automatisation des tests - Préparation
Objet	<p>L'objectif est de réaliser les actions nécessaires à la mise en place d'une série de tests automatisés sur un périmètre donné.</p> <p>Cette série de tests automatisés doit permettre de vérifier lors de montée de version que des modifications applicatives n'ont pas entraîné d'effets de bord non prévus, de nature à dégrader la qualité d'une version antérieurement validée.</p> <p>Cette UO est commandée ponctuellement en fonction des besoins exprimés par FranceAgriMer.</p> <p>Les travaux à réaliser peuvent-être adapté par le titulaire en accord avec FranceAgriMer. Les travaux à réaliser dépendent notamment du contexte projet et de la méthodologie du projet : cycle en V ou agile.</p>	
Description	<p>Les tests à automatiser peuvent être issus d'une partie précédemment testée. Ils permettent notamment de s'assurer que le système répond toujours aux exigences spécifiées.</p> <p>Les prestations demandées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• animer ou participer à toutes les réunions et/ou ateliers et/ou cérémonies agiles nécessaires à la réalisation des travaux de l'UO,</li> <li>• préparer et rédiger le plan d'automatisation des tests :</li> </ul>	

UO	AUTOPREPA	Automatisation des tests - Préparation
	<p>identification des fonctionnalités à tester et leur ordre de passage, déclinaison des fonctionnalités en tests, ...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• créer les tests, réaliser le paramétrage et/ou concevoir les scripts dans l'outil d'automatisation</li> <li>• élaborer les jeux de données de tests de l'application</li> <li>• tester la solution</li> <li>• mettre à jour les pages de suivi de la documentation des tests automatisés sur l'outil confluence</li> <li>• organiser tous au long de la prestation des réunions de validation des travaux par FranceAgriMer. Ces réunions permettent de s'assurer que les travaux produits par le titulaire couvrent bien le périmètre confié à la TRA</li> </ul> <p>Les tests automatisés pourront être utilisés à plusieurs reprises, par FranceAgriMer ou le titulaire, tout au long du cycle de vie du développement d'une application ou d'un infocentre.</p>	
Entrant(s)	Tous documents issus de précédentes prestations de TRA.	
Livrables	<p>Rapport quotidien des travaux exécutés. Tableau de bord de suivi et reporting d'avancement de la conception d'automatisation. Ordre du jour, support et compte rendu des réunions de travail et des ateliers. Ordre du jour, support et compte rendu des réunions de suivi opérationnel. Plan d'automatisation des tests. Paramétrage de l'outil, scripts. Jeux de données.</p>	
Niveau de complexité	Niveau de complexité	Délai maximum de réalisation de l'UO
	Simple	1 semaine
	Moyen	2 semaines
	Complexe	4 semaines
Durée	<p>Le délai maximum de réalisation de l'UO est fonction du niveau de complexité commandé.</p> <p>Les charges de réalisation de cette prestation forfaitaire sont précisées par le titulaire dans l'annexe financière.</p> <p>Le calendrier prévisionnel de réception des travaux est précisé dans le bon de commande.</p>	

## AUTOEXC : Automatisation des tests - Exécution et reporting

UO	AUTOEXC	Exécution de tests automatisés et reporting
Objet	<p>Le titulaire du marché exécute les tests automatisés d'une application sur l'environnement de recette pour vérifier la conformité et le bon fonctionnement de l'outil concerné en déclenchant le ou les scripts programmés dans le respect du plan d'automatisation des tests qui a été définie avec FranceAgriMer.</p> <p>Cette prestation comprend l'exécution de tests automatisés, la déclaration et le suivi des anomalies, la mise à jour éventuelle des jeux de données, les rapports de passage de tests et le bilan de la prestation.</p> <p>Cette UO est commandée en fonction des besoins exprimés par FranceAgriMer.</p> <p>Les travaux à réaliser peuvent-être adapté par le titulaire en accord avec FranceAgriMer. Les travaux à réaliser dépendent notamment du contexte projet et de la méthodologie du projet : cycle en V ou agile.</p>	
Description	<p>À partir de la documentation remise par FranceAgriMer, le titulaire réalise:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Vérification des prérequis : <ul style="list-style-type: none"> <li>vérification des conditions de mise à disposition de l'environnement de test : accès, planning d'installation de la version d'application à tester, etc...,</li> <li>vérification de l'outil d'automatisation : paramétrage, tests, jeux de données ...</li> </ul> </li> <li>Exécution des scripts : <ul style="list-style-type: none"> <li>réalisation des passages de tests pour l'ensemble des scénarios et cas de tests,</li> <li>vérification de la conformité du résultat par rapport au résultat attendu,</li> <li>en cas de non-conformité du résultat, enregistrement des anomalies dans l'outil de gestion des anomalies.</li> </ul> </li> <li>Notification et suivi des anomalies : <ul style="list-style-type: none"> <li>déclaration (signalement le jour même où le jour ouvré suivant) des anomalies détectées à l'occasion des tests dans l'outil de gestion des anomalies de FranceAgriMer,</li> <li>suivi de la prise en charge des anomalies,</li> <li>échanges avec les acteurs en charge de l'analyse et résolution des anomalies.</li> </ul> </li> <li>Mise à jour des indicateurs d'avancement de tests.</li> <li>Suivi des livraisons et la vérification des correctifs.</li> <li>Suivi opérationnel. Des réunions de suivi opérationnel, de fréquence à minima hebdomadaire, sont organisées et tenues durant l'exécution de l'UO. Y sont traités : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'avancement des tests par rapport au calendrier</li> </ul> </li> </ol>	

UO	AUTOEXC	Exécution de tests automatisés et reporting								
	<p>prévisionnel,</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'avancement du traitement des anomalies détectées,</li><li>• les difficultés rencontrées, les risques,</li><li>• la présentation des rapports et bilan,</li><li>• les propositions d'amélioration du fonctionnement des tests.</li></ul> <p>7. Rédaction et présentation du bilan de fin d'exécution. Il précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les faits marquants durant les tests ;</li><li>• les anomalies résiduelles ;</li><li>• l'engagement du titulaire sur le résultat des travaux en préconisant éventuellement la mise en production (Go ou No Go).</li></ul>									
Entrant(s)	Livrables produits par le titulaire pour la réalisation de précédente prestation									
Livrables	Exécuter les tests automatisés. Rapport quotidien des travaux exécutés. Compléter/mettre à jour le référentiel de tests avec les éléments relatifs à leur exécution. Formaliser et suivre le traitement des anomalies signalées dans l'outil JIRA de FranceAgriMer. Elaborer le tableau de bord de suivi des tests. Bilan d'exécution des tests automatisés. Ordre du jour, support et compte rendu des réunions. Bilan.									
Niveau de complexité	<table><tr><th>Niveau de complexité</th><th>Délai maximum de réalisation de l'UO</th></tr><tr><td>Simple</td><td>1 semaine</td></tr><tr><td>Moyen</td><td>2 semaines</td></tr><tr><td>Complexe</td><td>3 semaines</td></tr></table>		Niveau de complexité	Délai maximum de réalisation de l'UO	Simple	1 semaine	Moyen	2 semaines	Complexe	3 semaines
Niveau de complexité	Délai maximum de réalisation de l'UO									
Simple	1 semaine									
Moyen	2 semaines									
Complexe	3 semaines									
Durée	<p>Le délai maximum de réalisation de l'UO est fonction du niveau de complexité commandé.</p> <p>Les charges de réalisation de cette prestation forfaitaire sont précisées par le titulaire dans l'annexe financière.</p> <p>Le calendrier prévisionnel de réception des travaux est précisé dans le bon de commande.</p>									

**CONSEILTRA : Conseil ponctuel dans le domaine des tests : démarche, outillage et expertise**

UO	CONSEILTR A	Conseil ponctuel dans le domaine des tests
Objet	<p>Il s'agit pour le titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'apporter son expertise dans le domaine des tests, afin de procéder à l'émission de préconisations au vu du contexte FranceAgriMer, et éventuellement au suivi de leur mise en œuvre,</li> <li>• de conseiller ponctuellement dans le domaine des tests pour une amélioration des pratiques et/ou des résultats dans ce domaine.</li> </ul> <p>Cette UO est commandée en fonction des besoins ponctuels exprimés par FranceAgriMer.</p>	
Description	<p>Les prestations susceptibles d'être commandées au titre de cette UO sont diverses ; il peut notamment s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'appui méthodologique auprès de FranceAgriMer,</li> <li>• d'assistance à la relecture de spécifications afin d'anticiper les besoins lors des phases de tests et de vérifier la cohérence entre les besoins et les spécifications d'un point de vue testabilité,</li> <li>• d'études relatives à des outils associés aux tests, par exemple : parangonnage d'outils de tests ; avantages / inconvénients associés à un outil ; aide au choix d'outils ; audit sur l'utilisation des outils en place...,</li> <li>• d'audits et/ou d'émission de préconisations sur les pratiques en matière de recette ; par exemple : approche méthodologique ; organisation ; audit d'opérations de recette non réalisées dans le cadre du marché ; préconisations pour des nouvelles technologies...,</li> <li>• de prestations d'accompagnement au changement, suite à la mise en place du présent marché ou durant son exécution ; exemple : coaching d'équipes ; formations aux outils ou aux méthodes ; accompagnement lors de changements organisationnels ; sensibilisation aux tests ; paramétrages ou développements autour des outils associés aux tests...,</li> <li>• d'assistance à la mise en œuvre et/ou à l'utilisation d'outils associés aux tests et/ou de nouveaux processus de tests, ou d'une nouvelle organisation des tests, ou d'une nouvelle configuration technique de réalisation des tests.</li> </ul> <p>Le titulaire fournit les ordres du jour, les supports, les comptes-rendus des réunions et ateliers planifiés pendant la mission.</p>	
Entrant(s)	En fonction du contexte de la mission	
Livrables	<p>Planning détaillé de réalisation de la prestation.</p> <p>Ordre du jour, support et compte rendu des réunions et ateliers.</p> <p>Selon les prestations de conseil réalisées : rapport d'audit et/ou de préconisations, rapport sur la testabilité d'une application, support de formation, documentations des outils associés aux tests,</p>	

UO	CONSEILTR A	Conseil ponctuel dans le domaine des tests
	fichiers...	
Niveau de complexité	Niveau de complexité	Délai maximum de réalisation de l'UO
	Simple	1 semaine
	Moyen	2 semaines
	Complexe	4 semaines
Durée	<p>Le délai maximum de réalisation de l'UO est fonction du niveau de complexité commandé.</p> <p>Les charges de réalisation de cette prestation forfaitaire sont précisées par le titulaire dans l'annexe financière.</p> <p>Le calendrier prévisionnel de réception des travaux est précisé dans le bon de commande.</p>	

## 6.5. Mise en œuvre des prestations

Les prestations se déroulent dans le cadre de bons de commande.

### Lancement d'une nouvelle prestation

Lors de l'émergence d'un besoin de prestation, le titulaire et FranceAgriMer échangent préalablement afin d'analyser conjointement les éléments de contexte et vérifier que les profils du centre de service disposent bien du niveau de compétence requis.

Cette réunion de présentation du besoin est réalisée en visio-conférence. Elle a pour objectif :

- de présenter et analyser les éléments permettant de déterminer les UO pouvant être commandées : type de prestation, application objet des tests, périmètre de la prestation, documentation existante, dossiers de tests déjà constitués (si des opérations de tests ont déjà eu lieu sur l'application objet des tests), calendrier macro souhaité, matériels/outils nécessaires à l'exécution de la prestation, ...
- de vérifier avant le commencement de la prestation que les profils du CDS disposent bien du niveau de compétence requis.

Suite à la réunion de présentation, le titulaire élabore un mémoire technique et une proposition tarifaire pour la prestation envisagée. La proposition devra notamment indiquer les éléments suivants :

- contexte, objectifs et enjeux de la prestation,

- la démarche et l'organisation de la prestation, notamment : activités, livrables, intervenants du CDS chargés de la prestation, matériels/outils nécessaires à l'exécution de la prestation, ...
- planning de travail : calendrier des étapes des travaux, jalons de livraison des différents livrables
- UO nécessaires à la réalisation de la prestation,
- coût total HT et TTC de la prestation demandée.

Les différentes composantes de la proposition et principalement les UO nécessaires à la réalisation de la prestation seront challengés avec l'équipe SI.

Le devis définitif qui permet de procéder à la commande d'une prestation devra être finalisé sous un délai contractuel de 2 jours ouvrés.

## **Déroulement d'un bon de commande**

Chaque bon de commande s'exécute selon la quantité d'unité d'œuvre commandée.

Plusieurs prestations commandées peuvent être réalisées en parallèle en fonction de la planification retenue.

## **Constat d'exécution d'un bon de commande**

Les unités d'œuvre (UO) de chaque bon de commande de prestation font l'objet d'une vérification quantitative et qualitative des travaux réalisés.

Le responsable opérationnel du titulaire est chargé de présenter, lors des réunions de comitologie, le suivi de la consommation des UO. Toute consommation d'UO inférieure ou supérieure à celle prévue dans le bon de commande pourra donner lieu à un ajustement, sous réserve de l'accord de FranceAgriMer.

Ces ajustements pourront prendre la forme :

- d'un report des UO non consommées sur une nouvelle prestation,
- de l'émission d'un bon de commande complémentaire en cas de dépassement de l'enveloppe initiale d'UO.

Les propositions d'ajustement devront être validées par les responsables SI de FranceAgriMer.

## **7. LES NIVEAUX DE SERVICES ET INDICATEURS ASSOCIES**

### **7.1. Préambule**

---

FranceAgriMer attache une importance capitale à la qualité des prestations du titulaire. C'est pourquoi :

- le titulaire du marché présentera des indicateurs de suivi du marché, de suivi opérationnel et des tableaux de bord associés aux indicateurs dans les instances de comitologie,
- Le service SI FranceAgriMer produira une grille d'évaluation de la satisfaction client.

Le but de ces éléments sera de contribuer à identifier des axes d'amélioration continue de la qualité des prestations.

### **7.2. Indicateurs de suivi du marché**

---

Les indicateurs suivants sont fournis à titre d'exemple et ils seront précisés lors des travaux d'initialisation du marché. Les indicateurs pourront aussi faire l'objet d'ajustements pendant toute la durée du marché.

Indicateurs attendus de la part du titulaire (liste non exhaustive) :

- suivi des bons de commande : travaux non encore débutés, travaux en cours d'exécution, travaux terminés.
- état de la consommation des UO des bons de commandes,
- planning général des prestations et avancements,
- gestion et organisation des prestations : estimations de la charge de travail, calendrier associé des travaux, ressources mobilisées avec le niveau de connaissance acquis,
- stabilité des intervenants.

### **7.3. Indicateurs de suivi opérationnel**

---

Les indicateurs suivants sont fournis à titre d'exemple et ils seront précisés et ajustés dans les documents livrables proposés par le titulaire. Le but est de suivre précisément la réalisation des prestations lors des comités dédiés. Les indicateurs devront à minima remplir les missions suivantes :

- planning et avancement des différents travaux,
- planification des campagnes de tests,
- gestion de risques liés au taux de couverture des tests,
- suivi de l'avancement et des résultats des activités de tests,



- bilan qualitatif des applications testées.

## **7.4. Satisfaction client**

---

Qualité du titulaire évaluée par FranceAgriMer (liste non exhaustive):

- pilotage des prestations et réactivité,
- livrables,
- respect des délais,
- relation avec le titulaire,
- compétences.

## **8. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **8.1. Généralités**

---

Le titulaire doit s'intégrer dans un environnement de gestion contraignant au plan calendaire, du fait de la réglementation des aides, des décisions politiques et de l'organisation des filières agricoles, particulièrement sur le domaine des aides de crise pour lequel une grande réactivité est attendue. En outre, le titulaire s'engage à réaliser sa prestation conformément aux exigences de sécurité à FranceAgriMer. Les autres contraintes principales imposées au titulaire relèvent des responsabilités de sa mission et des enjeux financiers pour l'Etat français.

Le titulaire doit maîtriser les risques dans l'organisation mise en place dans le cadre du marché.

Une bonne communication entre la maîtrise d'œuvre interne, la maîtrise d'ouvrage interne, le prestataire de TMA et le titulaire est indispensable pour la réussite de la mission et doit se faire dans des conditions d'étroite collaboration. Ainsi, le titulaire doit assumer son devoir de conseil, notamment auprès de la Maîtrise d'œuvre interne, dans toutes les composantes de sa prestation.

Les productions documentaires doivent être mises en œuvre avec les outils Microsoft Office (version 2016 et supérieure).

Le titulaire a une obligation de résultat, de conseil et de respect des échéances.

### **8.2. Éléments calendaires**

---

Le pouvoir adjudicateur met en place l'accord-cadre dans l'optique d'un démarrage des premières prestations à partir de septembre 2025.

### **8.3. Cadre technique**

---

Le titulaire doit utiliser les outils de FranceAgriMer. Les prestations s'effectuent dans le respect des procédures en vigueur, déterminés par FranceAgriMer. Ils sont susceptibles d'évolutions durant la période d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de modification du cadre, FranceAgriMer communique les nouveaux éléments au titulaire. Ce dernier doit se mettre en conformité avec les nouvelles règles et outils techniques, sans que ces évolutions puissent donner lieu à ajustement tarifaire ; l'évolution des règles ou des outils ne peut en aucun cas motiver des limitations des engagements du titulaire, de façon temporaire ou définitive, sauf accord exprès préalable de la part de FranceAgriMer. En cas de détection d'un impact sur les conditions d'exécution du marché le titulaire en alerte FranceAgriMer dans les meilleurs délais, en proposant les mesures appropriées.

#### Point d'attention sur les actions environnementales :

Il est attendu du titulaire une prise en compte des enjeux environnementaux dans le cadre du numérique responsable dans la réalisation des prestations du présent marché, notamment à travers ses actions environnementales visant à réduire l'empreinte carbone. Cela inclut notamment la gestion des déchets électroniques (DEEE), la réduction de la consommation énergétique des matériels, l'utilisation de matériaux recyclés ou recyclables, etc...

### **8.4. Utilisation des technologies IA**

---

L'utilisation des outils et technologies d'intelligence artificielle (IA) est encadrée à FranceAgriMer par une politique interne définissant les usages et logiciels autorisés pour l'ensemble des agents de FranceAgriMer ainsi que pour les sous-traitants et tiers accédant au SI de FranceAgriMer.

Dans ce cadre, l'utilisation par le titulaire des outils et des technologies d'IA dans les activités de TRA et d'une manière générale dans l'exécution des prestations du présent marché doit être soumise au préalable à la validation de FranceAgriMer.

### **8.5. Organisation du centre de service**

---

Les intervenants des centres de service en contact/interface avec les équipes FranceAgriMer doivent utiliser dans les échanges la langue française.

Il est également rappelé que de manière exceptionnelle, à la demande de FranceAgriMer, des prestations ainsi que des réunions de travail pourront se tenir dans les locaux de FranceAgriMer au siège à Montreuil (93), 12 rue Henri Rol-Tanguy. A ce titre, les intervenants du centre de service du titulaire doivent pouvoir se rendre de manière planifiée dans les locaux du siège de FranceAgriMer dans un délai inférieur à 48 heures pour les réunions tenues en présentiel.

Quelle que soit l'organisation en CDS retenue, le responsable contractuel du marché et le responsable opérationnel restent les interlocuteurs principaux de FranceAgriMer et coordonnent de manière transparente pour FranceAgriMer l'organisation interne des CDS relative aux prestations assurées par le titulaire.

### **Moyens et organisation des prestations réalisées en centre de services**

Le titulaire met en œuvre l'organisation, les méthodes de travail, et les moyens matériels pour permettre une exécution optimale des prestations assurées dans son centre de service.

Le titulaire s'engage à ce que l'éloignement entre ses locaux et ceux de FranceAgriMer n'impacte d'aucune manière la qualité des prestations.

Le titulaire veillera à garantir une bonne communication entre son équipe distante et les chefs de projet interne de FranceAgriMer.

Le titulaire met à disposition de l'équipe du CDS affectée aux prestations de FranceAgriMer les locaux, les infrastructures matérielles et logicielles, les infrastructures réseaux et sécurité, les postes informatiques et éléments associés nécessaires la réalisation des prestations ainsi que les moyens de communication associés. Les coûts correspondants sont inclus dans les coûts indiqués dans l'annexe financière complétée par le titulaire et jointe à son offre.

Le titulaire s'engage en fin de marché, à l'issue de la réversibilité, à procéder à la destruction de l'ensemble des supports informatiques et des documents fournis par FranceAgriMer.

## **Acréditation et contrôles du centre de services en terme de sécurité informatique**

Le centre de service présenté par le titulaire dans son offre fait l'objet d'un processus de validation par FranceAgriMer afin d'assurer le respect des exigences de sécurité.

A ce titre, le titulaire doit remplir un document dit « site sûr de TRA » (cf. annexe 4 au présent document) décrivant les moyens et engagements du titulaire pour satisfaire les exigences de FranceAgriMer.

Ce document précise également les dispositions pour assurer la sécurité des prestations réalisées.

L'accréditation initiale du site est réalisée par l'approbation du document « site sûr de TRA ».

FranceAgriMer se réserve le droit de contrôler le respect des engagements par audit (cf. article 9.4 Contrôles des autorités de tutelle & audits).

## **Conditions de connectivité du centre de service au SI FranceAgriMer**

Le centre de service du titulaire devra disposer de liaisons télécoms d'accès internet avec engagement contractuel de disponibilité, et en capacité de gérer l'ensemble des flux de communications requis pour la réalisation des prestations.

## **8.6. Participation aux réunions : obligations et modalités d'utilisation des moyens de communication**

---

FranceAgriMer met à disposition des intervenants du titulaire une suite logicielle de vidéo-conférence permettant la réalisation de réunion distante sous forme de vidéo-

conférence, ainsi que la réalisation d'échange thématique par messagerie asynchrone de type chat. La suite actuellement utilisée par FranceAgriMer est Zoom Entreprise Workspace.

Toutes les instances de réunion du marché sont par défaut réalisées en vidéo-conférence, qui est le mode standard de communication. Dans ce cadre, le titulaire est informé des obligations suivantes :

- les intervenants du titulaire doivent être dotés des moyens nécessaires pour permettre leur connexion dans de bonnes conditions (ordinateur, casque, caméra vidéo),
- les intervenants sont tenus d'assister aux réunions par vidéo-conférence auxquels ils sont conviés dans le cadre des prestations commandées,
- les intervenants sont tenus d'utiliser les canaux d'échange asynchrone / chat si ce mode de communication est retenu sur les prestations réalisées,
- les intervenants sont tenus d'activer leurs caméras lors des réunions par vidéo-conférence au cours desquels ils interviennent de manière active, sur demande de l'organisateur de la réunion,
- les réunions par vidéo-conférence font potentiellement l'objet de traitement automatisé par moteur IA ; notamment génération de compte-rendu, de sous-titre, traduction à destination des membres de l'équipe projet et dans l'objectif d'un meilleur partage des informations projets,
- les réunions par vidéo-conférence font potentiellement l'objet d'enregistrements pour permettre leur mise à disposition ultérieure à d'autres collaborateurs de l'équipe projet afin de permettre le partage des connaissances autour du projet considéré. Ces enregistrements sont conservés sur une durée maximum de un an.

Le titulaire s'assure de l'accord préalable de ses intervenants sur ces modalités de participation et d'utilisation des moyens de vidéo-conférence pour toute la durée du marché avant toute participation de leur personnel aux prestations.

## **8.7. Organisation des prestations ponctuellement réalisées à FranceAgriMer**

---

De manière exceptionnelle, certaines prestations pourront s'exécuter dans les locaux de FranceAgriMer à sa demande.

A ce titre, FranceAgriMer met à disposition du titulaire les bureaux, les infrastructures (matérielles et logicielles) ainsi que l'accès aux outils nécessaires pour effectuer les prestations prévues. FranceAgriMer met également à la disposition du titulaire une ligne téléphonique permettant des appels en France métropolitaine.

La maintenance des postes de travail est assurée par FranceAgriMer. Les signalements des dysfonctionnements sur les postes de travail sont à effectuer selon les modalités en vigueur à FranceAgriMer.

## 8.8. Gestion des ressources

---

### Généralités

Le titulaire doit faire exécuter les prestations par un personnel qualifié pour les prestations demandées et, mandaté ou habilité par le titulaire.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque motif que ce soit.

Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire assure son personnel contre les sinistres qu'il pourrait occasionner lors de l'exécution des prestations sur les matériels fournis par FranceAgriMer.

Le titulaire définit, met en œuvre et contrôle régulièrement l'application d'un processus d'intégration des nouveaux arrivants dans ses équipes.

Le titulaire s'engage à mettre en place l'organisation pour acquérir et maintenir les compétences et les connaissances acquises dans le cadre de sa mission pendant la durée de le marché, afin de répondre aux exigences de qualité, de délai et de respect des niveaux de service.

En cas de modification de l'équipe assurant la Tierce Recette Applicative, le titulaire en informe FranceAgriMer dès qu'il en a connaissance, et transmet à FranceAgriMer le curriculum vitae des nouveaux intervenants.

### Rôle et profil type d'intervenants

Les profils types d'intervenant sont définis ci-après.

#### Responsable contractuel du marché :

Le titulaire désigne un interlocuteur qui représentera la Direction de l'établissement et qui pourra s'engager en son nom. Il est le garant des engagements contractuels et commerciaux. Le responsable contractuel du marché est le garant du respect des niveaux de service attendus et des engagements de résultats. Il veille au respect des engagements contractuels :

- il est le garant du bon déroulement des activités,
- il met à disposition les ressources nécessaires en nombre suffisant pour la réalisation des prestations,
- il assure la cohérence et la capitalisation entre les différents travaux.

Le responsable contractuel dispose des compétences et des connaissances nécessaires au suivi et au pilotage des prestations du marché.

Ancienneté demandée dans le poste ou fonction similaire : 10 ans et plus.

### **Responsable opérationnel de Centre De Service (CDS) :**

Le titulaire désigne un responsable opérationnel pour l'ensemble des activités de TRA. Le responsable opérationnel est l'interlocuteur principal. Il a une vision transversale des prestations. Il coordonne les travaux, les différentes ressources composant le CDS. Il est le garant du bon fonctionnement opérationnel des prestations.

Il suit et pilote l'ensemble des prestations du marché. Il a en charge :

- le suivi du marché FranceAgriMer,
- l'organisation générale des travaux, du suivi et du pilotage des prestations et de l'encadrement de l'équipe du CDS,
- il veille au bon déroulement des travaux, au respect des plannings et des engagements pris vis à vis de FranceAgriMer ,
- la gestion générale de la connaissance sur le marché et de son maintien,
- la préparation des COPIL, de leur animation, du suivi et du pilotage des actions décidées en COPIL,
- la préparation des COSUI, de leur animation, de la mise à jour des tableaux de bord.
- il identifie et anticipe les risques et met en place le plan d'action nécessaire pour les sécuriser,
- il veille au maintien des compétences.

Ancienneté demandée dans le poste ou fonction similaire :

- Sénior : 8 ans et plus.

### **Chef de projet tests.**

Le chef de projet test est sous la responsabilité du responsable opérationnel de Centre De Service (CDS). Il définit, met en œuvre et conduit la recette depuis sa conception jusqu'à l'exécution dans le but d'obtenir un résultat optimal et conforme aux exigences formulées par FranceAgriMer. Il doit s'assurer de la qualité des produits livrés.

Le chef de projet test peut avoir en charge plusieurs applications et/ou périmètre. Il doit être en capacité d'encadrer les techniciens testeur. Il est en relation régulière et directe avec le chef de projet MOE FranceAgriMer en charge des applications concernées. Il l'informe de l'avancement des travaux et des éventuelles difficultés qui pourraient survenir.

Ses activités sont notamment :

- l'élaboration de la stratégie de recette,
- la rédaction des cahiers de recette,
- la préparation des jeux de données,
- l'exécution des différentes campagnes de tests,

- l'analyse des dysfonctionnements constatés et ils documentent les anomalies résultantes
- la vérification de la bonne correction des anomalies,
- participation aux réunions de suivi de recette et de gestion des anomalies.

Ancienneté demandée dans le poste ou fonction similaire :

- Junior : 3 à 5 ans,
- Confirmé : 5 à 8 ans,
- Sénior : 8 ans et plus.

### **Technicien tests.**

Le technicien test est sous la responsabilité du chef de projet tests.

Pendant la phase de préparation de recette, il est en capacité d'appuyer le chef de projet test dans toute ou partie des travaux.

Pendant la phase d'exécution, il exécute notamment les différentes campagnes de tests, analyse les dysfonctionnements constatés et documentent les anomalies résultantes. Il s'assure de la bonne correction des anomalies et il participe aux réunions de suivi de recette et de gestion des anomalies animés par le chef de projet tests.

Ancienneté demandée dans le poste ou fonction similaire :

- Junior : 1 à 3 ans,
- Confirmé : 3 à 5 ans,
- Sénior : 5 ans et plus.

### **Expert méthode et outils.**

Il assure un rôle de conseil, d'assistance, d'information de formation et d'alerte. Il peut intervenir directement sur tout ou partie d'un projet. Il effectue un travail de veille et propose des évolutions qu'il juge nécessaires.

Ancienneté demandée dans le poste ou fonction similaire :

- Junior : 3 à 5 ans,
- Confirmé : 5 à 8 ans,
- Sénior : 8 ans et plus.



Profil type	Années minimum d'expérience			Niveau indicatif de qualification
	Junior	Confirmé	Sénior	
Responsable contractuel du marché			10 et plus	Bac + 5 ou équivalent
Responsable opérationnel de CDS			8 et plus	Bac + 4 ou équivalent
Chef de projet tests	3 à 5	5 à 8	8 et plus	Bac + 3 ou équivalent
Technicien tests	1 à 3	3 à 5	5 et plus	Bac + 2 ou équivalent
Expert méthode et outils.	3 à 5	5 à 8	8 et plus	Bac + 3 ou équivalent

Le curriculum vitae des personnes affectées à des prestations doit être transmis à FranceAgriMer préalablement à l'exécution de ces prestations. Lorsque les ressources supplémentaires nécessaires sont à fournir dans un délai maximum supérieur à 1 semaine, les curriculum vitae de ces ressources doivent être transmis à FranceAgriMer au plus tard 1 semaine avant le début de l'exécution des prestations.

FranceAgriMer a la possibilité de :

- Demander au titulaire le curriculum vitae actualisé de tout intervenant.
- Récuser tout intervenant ne respectant pas les critères figurant dans le profil type auquel il est rattaché ou ne disposant pas des compétences requises.

Par ailleurs, FranceAgriMer se réserve la possibilité de contacter les entreprises mentionnées sur les missions inscrites sur le curriculum vitae de l'intervenant.

## Socle minimum de compétences

En tout état de cause, le titulaire doit avoir en permanence un socle minimum de compétences fonctionnelles et technique, résultant de la prise de connaissance initiale. Les personnels du titulaire doivent être identifiés après la prise de connaissance effectuée. Le titulaire communique à FranceAgriMer les curriculum vitae actualisés de tout intervenant.

Le titulaire mettra en place l'organisation nécessaire afin de mutualiser ses ressources.

Sont précisées dans l'offre du titulaire :

- les dispositifs pour capitaliser la connaissance et la transmettre aux nouveaux arrivants,
- la démarche pour maintenir les équipes sur les applications sensibles et pour limiter le turn-over,

- l'organisation pour l'exécution des prestations dans un contexte multi-technologiques.

## **Adaptation des ressources aux demandes de FranceAgriMer**

L'intérêt commun de FranceAgriMer et du titulaire est d'assurer dans toute la mesure du possible le meilleur lissage des charges et ainsi éviter les montées et baisses d'effectifs consécutives qui ne permettent pas la capitalisation des connaissances et peuvent engendrer des pertes de compétences ponctuelles.

A chaque COPIL et COSUI, le plan de charge est abordé et une gestion des priorités est examinée pour les prestations en cours ou prévues. FranceAgriMer fournit en COPIL, dans la mesure du possible et en fonction des éléments en sa possession, au titulaire, une visibilité à trois mois des principaux travaux à effectuer.

Le lissage évoqué précédemment doit permettre au titulaire une mutualisation des équipes et le maintien minimum d'un socle de compétences. Le délai maximum de mise en place de nouveaux intervenants consécutive à la réception d'une commande est de 1 semaine. Si l'activité de TRA sur une application est réduite jusqu'à ne pas permettre le maintien du socle minimum de compétences comme évoqué au paragraphe précédent, la montée en charge de reprise d'activité pour les prestations peut nécessiter une nouvelle phase d'acquisition de connaissances de la part du titulaire. Cette phase est à l'entière charge du titulaire.

Le titulaire a l'obligation de conserver de manière opérationnelle les acquis effectués lors de la prise de connaissance. Il se doit de tout mettre en œuvre pour conserver ces acquis par tous les moyens. Le titulaire ne peut jamais se prévaloir auprès de FranceAgriMer pour quelque raison que ce soit (diminution de charge, départ de l'entreprise, autres) d'un coût financier ou d'un délai supplémentaire.

## **Changements d'intervenants**

Les changements d'intervenants peuvent survenir :

- A l'initiative du titulaire.
- Sur demande de FranceAgriMer.

Le nouvel intervenant dispose d'un niveau d'expérience et de qualification au moins égal à l'intervenant qu'il remplace. Le curriculum vitae du nouvel intervenant est transmis à FranceAgriMer.

Les changements ne doivent en aucun cas impacter :

- La qualité des prestations et les niveaux de services attendus.
- Les délais d'exécution.
- Les coûts forfaitaires de la commande émise par le pouvoir adjudicateur.

Selon le profil type d'intervenant, une période de recouvrement, permettant la transmission des connaissances, est exigée par FranceAgriMer (cf. tableau ci-après). La période de recouvrement est à l'entière charge du titulaire.

Profil type	Durée minimale de la période de recouvrement
Responsable contractuel du marché	1 mois
Responsable opérationnel CDS	1 mois
Chef de projet tests	3 semaines
Technicien tests	2 semaines
Expert méthode et outils.	2 semaines

FranceAgriMer se réserve le droit de récuser sur la base de la qualité des prestations livrées, pendant toute la durée du marché, ceux des personnels qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations. De même, FranceAgriMer peut exiger le déplacement, le remplacement ou le départ immédiat d'un salarié du titulaire ou le cas échéant d'un de ses sous-traitants venant à manquer à ses obligations.

Le titulaire s'engage alors, pour quelque cause que ce soit, à remplacer dans un délai de 5 jours ouvrés maximum le personnel initialement désigné, par un personnel de qualification au moins équivalente, étant entendu que ce changement n'a aucune incidence sur le montant des prestations ni sur le respect des engagements de résultat et des niveaux de service.

Le non respect ce délai de 5 jours entraine l'application des pénalités prévues (cf. article 18.1.2 du CCAP).

## 8.9. Changements dans l'exécution des prestations

---

Le titulaire peut suggérer des changements dans l'exécution des prestations afin d'améliorer l'exécution du marché, la qualité et la sécurité des prestations.

Les propositions de changements seront analysées lors des COPIL des marchés. La mise en œuvre de ces changements est soumise à la validation de FranceAgriMer.

## 9. SECURITE

### 9.1. Cadre normatif et exigences de sécurité

---

En matière de sécurité des systèmes d'information, FranceAgriMer est sous une contrainte réglementaire.

L'établissement a une obligation réglementaire d'être certifié ISO 27001 au titre de sa fonction d'organisme payeur. FranceAgriMer est certifié ISO 27001 depuis 2016.

Le Responsable de la Sécurité des Système d'Information (RSSI) de l'établissement est en charge de la mise en application de la Politique SSI de l'établissement formalisée dans le document de l'annexe 03 au présent document.

De plus, FranceAgriMer est soumis au respect des règles définies dans les 3 référentiels interministériels suivants:

- Le référentiel général de sécurité (RGS)  
(<https://www.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-de-securite/>)
- le référentiel des règles d'interopérabilité (RGI)  
(<https://www.numerique.gouv.fr/publications/interopabilite/>)
- le référentiel des règles d'ergonomie, de charte graphique et d'accessibilité (RGAA)  
(<https://www.numerique.gouv.fr/publications/rgaa-accessibilite/>)

Au titre du marché, le titulaire s'engage à réaliser sa prestation conformément aux exigences de sécurité qui découlent de la PSSI de FranceAgriMer (annexe 3 au présent document), de la norme ISO/IEC 27001:2022, et ISO/IEC 27002:2022, du Référentiel Général de sécurité (RGS) et des référentiels RGI et RGAA.

Le personnel du titulaire devra faire acte d'accuser réception individuellement de la PSSI. Le personnel du titulaire qui interviendra sur le SI de FranceAgriMer devra en outre faire acte d'accuser réception individuellement de la Charte d'utilisation des ressources informatiques et des moyens de télécommunication et de la politique du bureau propre et de l'écran vide. Ces documents lui seront adressés individuellement via un courriel. Le titulaire s'assurera que son personnel a fait acte d'accuser de réception. Dans l'éventualité où pour exercer sa mission le personnel du titulaire aurait besoin de disposer de privilèges administrateurs sur son poste de travail, il devra justifier sa demande et s'engager à respecter les règles précisées dans le document de dérogation à la charte d'utilisation des ressources informatiques et des moyens de télécommunication et signer le formulaire correspondant.

Il est attendu du titulaire qu'il mette en place des mesures organisationnelles et techniques pour contrôler la qualité et la sécurité de ses prestations. A la demande de FranceAgriMer, celui-ci est tenu de produire les justifications ou rapport montrant les investigations et les contrôles réalisés.

Le personnel du titulaire n'est pas autorisé à faire usage des matériels et des logiciels de FranceAgriMer en dehors du cadre strict de sa mission.

L'organisation, la démarche et les dispositifs techniques mis en place par le titulaire pour prendre en compte la sécurité au sens des normes ISO27001 et ISO27002 sur ses centres de service et sur l'ensemble des prestations du marché sont fixées dans son offre.

Les accès au SI FranceAgriMer et les échanges devront s'effectuer dans le respect des procédures de FranceAgriMer qui s'appuient sur les politiques en vigueur (PSSI FranceAgriMer, Norme ISO/IEC 27001 : 2022, Norme ISO/IEC 27002 : 2022).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des exigences de sécurité relatives aux travaux de Tierce Recette applicative réalisés à partir de ses locaux et nécessitant des accès sur les plateformes de FranceAgriMer. En l'espèce, sont exposées dans son offre l'organisation générale de sa politique de sécurité et plus particulièrement les mesures qui s'appliquent à ses centres de service ainsi que les caractéristiques de leur

sécurité logique (gestion des habilitations, antivirus, ...) et physique (sécurité de l'environnement, contrôles d'accès, ...).

En cas de modification des règles de sécurité d'accès, FranceAgriMer communique les nouvelles règles avec un préavis d'un mois minimum au titulaire. Ce dernier doit se mettre en conformité avec les nouvelles règles, sans que les évolutions des règles de sécurité puissent donner lieu à ajustement tarifaire ; l'évolution des règles de sécurité ne peut en aucun cas motiver des limitations des engagements du titulaire, de façon temporaire ou définitive, sauf accord exprès préalable de la part de FranceAgriMer.

## **9.2. Données à caractère personnel**

---

Les prestations peuvent nécessiter un traitement des données à caractère personnel. Il convient que les titulaires appliquent en la matière la réglementation française et européenne.

Les responsabilités du titulaire au regard du RGPD (Règlement Général de la Protection des Données) sont détaillées dans le CCAP du présent accord-cadre.

## **9.3. Communication des incidents de sécurité**

---

Dans l'éventualité où le titulaire constaterait ou suspecterait un incident de sécurité affectant le centre de service TRA ou les prestations réalisées pour FranceAgriMer, il est tenu d'en informer sans délai le service de sécurité des systèmes d'information de FranceAgriMer.

## **9.4. Contrôles des autorités de tutelle & audits**

---

### **Contrôles susceptibles d'être effectués par les autorités de tutelle**

Le titulaire s'engage, en cas de contrôle de FranceAgriMer, notamment par ses différentes autorités de tutelle, à faciliter l'accès aux informations à ces organismes et à coopérer pleinement avec FranceAgriMer dans le cadre des contrôles dont ce dernier peut être l'objet.

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer directement à ces organismes des informations relatives à FranceAgriMer sans son accord préalable.

### **Audits**

FranceAgriMer peut à tout moment engager des audits sur les prestations et les résultats produits. Le titulaire s'engage à mettre à disposition de FranceAgriMer – ou à tout intervenant mandaté par lui – l'ensemble des éléments permettant les opérations d'audits.

Un audit commandé avec l'UO CONSEILTRA au titulaire du marché ne peut pas concerner une activité comprise dans le périmètre du titulaire. Le titulaire s'engage, dans ce cadre, à faire diligence et ne saurait, sans exception dûment motivée, différer la mise à disposition des éléments nécessaires aux opérations d'audit, au-delà de 3 jours ouvrés. Le titulaire doit laisser libre accès à l'ensemble de ses productions et, en général, faciliter les tâches de l'auditeur.

Les conclusions de l'audit sont communiquées le cas échéant au titulaire sur décision de FranceAgriMer.

Si un rapport d'audit fait apparaître des anomalies et/ou des non-conformités, le titulaire met en œuvre les mesures correctives nécessaires dans un délai convenu avec FranceAgriMer à compter de la notification des insuffisances par FranceAgriMer.

## ANNEXES

Annexe 1 : Plaqueette 2025 FranceAgriMer

Annexe 2 : Plan d'Occupation des Sols Applicatif (POSA)

Annexe 3 : PSSI de FranceAgriMer 2024

Annexe 4 : Site sûr de TRA